

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 2119

[C - 2007/11234]

30 AVRIL 2007. — Arrêté royal portant coordination de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises et de l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, modifiée par la loi du 4 août 1996;

Vu l'article 102, § 2, 9° de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses qui prévoit que "dans le cadre de l'exécution des règlements et directives visés au § 1^{er}, le Roi peut entre autres prendre des mesures pour coordonner et renuméroter les articles de la même loi et réorganiser les chapitres";

Vu la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises;

Vu l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dispositions de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises et de l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil, sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. La coordination porte l'intitulé suivant : « Loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises coordonnée le 21 avril 2007 ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 2007.

Art. 4. Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 2119

[C - 2007/11234]

30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit houdende coördinatie van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor en van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en codificatie van wetten, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op artikel 102, § 2, 9° van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen dat bepaalt dat « in het kader van de uitvoering van de in § 1 vermelde verordeningen en richtlijnen kan de Koning onder meer maatregelen nemen om de artikelen van dezelfde wet te coördineren, te hernoemen en de hoofdstukken te reorganiseren »;

Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor en van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad, worden gecoördineerd volgens de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. De coördinatie heeft als opschrift : « Wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, gecoördineerd op 21 april 2007 ».

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 2007.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

Annexe

Loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007CHAPITRE I^{er}. — *Dénomination* — *objet*

Article 1^{er}. Il est créé un Institut des Réviseurs d'Entreprises jouissant de la personnalité civile. Le siège de l'Institut est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1° réviseur d'entreprises personne physique : une personne physique inscrite au registre public de l'Institut;

2° cabinet de révision : une personne morale ou une autre entité, quelle que soit sa forme juridique, inscrite au registre public de l'Institut; autre qu'une personne physique;

3° réviseur d'entreprises : un réviseur d'entreprises personne physique ou un cabinet de révision, inscrit au registre public de l'Institut;

4° contrôleur légal : une personne physique agréée pour exercer dans un Etat membre de l'Union européenne la profession de contrôleur légal des comptes au sens de la Directive 2006/43/CE;

5° cabinet d'audit : une entité, autre qu'une personne physique, agréée pour exercer dans un Etat membre de l'Union européenne la profession de contrôleur légal des comptes au sens de la Directive 2006/43/CE;

6° contrôleur ou entité d'audit de pays tiers : une personne physique ou une entité, quelle que soit sa forme juridique autre qu'une personne physique, qui réalise le contrôle des comptes annuels statutaires ou consolidés d'une entreprise ayant son siège social dans un pays tiers;

7° entités d'intérêt public : les sociétés cotées au sens de l'article 4 du Code des sociétés, les établissements de crédit au sens de l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et les entreprises d'assurances au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

8° réseau : la structure plus vaste destinée à un but de coopération, à laquelle appartient un réviseur d'entreprises, et dont le but manifeste est le partage de résultats ou de coûts ou qui partage un actionariat, un contrôle ou une direction communs, des politiques et des procédures communes en matière de contrôle de qualité, une stratégie commerciale commune, l'utilisation d'une même marque ou d'une partie importante des ressources professionnelles;

9° normes internationales d'audit : les normes internationales d'audit telles qu'approuvées par la Commission européenne et les normes connexes, dans la mesure où elles sont applicables au contrôle légal des comptes;

10° Institut : l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

11° Conseil : le Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;

12° pays tiers : pays qui ne fait pas partie de l'Union européenne;

13° les instances disciplinaires : la Commission de discipline et la Commission d'appel;

14° associé : le réviseur d'entreprises personne physique qui apporte son activité professionnelle au cabinet de révision;

15° actionnaire : une personne qui participe au capital d'un cabinet de révision;

16° contrôle légal des comptes : un contrôle des comptes annuels ou des comptes consolidés visé au titre VII du Livre IV du Code des sociétés, relatif au "contrôle des comptes annuels et des comptes consolidés";

17° mission révisoriale : sans préjudice de l'article 4 de cette loi, toute mission qui a pour objet de donner une opinion d'expert sur le caractère fidèle et sincère des comptes annuels, d'un état financier intermédiaire, d'une évaluation ou d'une autre information économique et financière fournie par une entité ou une institution; est également incluse dans cette notion, l'analyse et l'explication des informations économiques et financières à l'intention des membres du conseil d'entreprise.

18° Conseil supérieur des Professions économiques : le Conseil supérieur des Professions économiques, créé par l'article 54 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

19° Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire : le Comité visé par l'article 133, § 10 du Code des sociétés;

Bijlage

Wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, gecoördineerd op 30 april 2007HOOFDSTUK I. — *Benaming* — *Doel*

Artikel 1. Er wordt een Instituut van de Bedrijfsrevisoren opgericht, bekleed met rechtspersoonlijkheid. De zetel van het Instituut is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° bedrijfsrevisor natuurlijke persoon : een natuurlijke persoon ingeschreven in het openbaar register van het Instituut;

2° bedrijfsrevisorenkantoor : een rechtspersoon of een andere entiteit met om het even welke rechtsvorm ingeschreven in het openbaar register van het Instituut, andere dan een natuurlijke persoon;

3° bedrijfsrevisor : een bedrijfsrevisor natuurlijke persoon of een bedrijfsrevisorenkantoor, ingeschreven in het openbaar register van het Instituut;

4° wettelijke auditor : een natuurlijke persoon, die de toelating heeft om in een Lidstaat van de Europese Unie het beroep van wettelijke auditor in de zin van de Richtlijn 2006/43/EG uit te oefenen;

5° auditkantoor : een entiteit, andere dan een natuurlijke persoon, die de toelating heeft om in een Lidstaat van de Europese Unie het beroep van wettelijke auditor in de zin van de Richtlijn 2006/43/EG uit te oefenen;

6° auditor of auditororganisatie van een derde land : een natuurlijke persoon of een entiteit met om het even welke rechtsvorm, andere dan een natuurlijke persoon, die de controle uitvoert van de enkelvoudige jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een onderneming met statutaire zetel in een derde land;

7° organisaties van openbaar belang : de genoteerde vennootschappen in de zin van artikel 4 van het Wetboek van vennootschappen, de kredietinstellingen in de zin van artikel 1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en verzekeringsondernemingen in de zin van artikel 2 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle van de verzekeringsondernemingen;

8° netwerk : de grotere structuur die op samenwerking is gericht en waartoe een bedrijfsrevisor behoort, en die duidelijk is gericht op winst- of kostendeling, of het delen van gemeenschappelijke eigendom, zeggenschap of bestuur, een gemeenschappelijk beleid en procedures inzake kwaliteitsbeheersing heeft, een gemeenschappelijke bedrijfsstrategie, het gebruik van een gemeenschappelijke merknaam of een aanzienlijk deel van de bedrijfsmiddelen;

9° internationale controlestandaarden : de International Standards on Auditing zoals goedgekeurd door de Europese Commissie en de daarmee verband houdende standaarden, voorzover deze voor de wettelijke controle van jaarrekeningen van belang zijn;

10° Instituut : het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

11° Raad : de Raad van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren;

12° derde land : land dat geen deel uitmaakt van de Europese Unie;

13° tuchtinstaties : de Tuchtcommissie en de Commissie van beroep;

14° vennoot : de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die zijn beroepsactiviteit inbrengt in een bedrijfsrevisorenkantoor;

15° aandeelhouder : een persoon die participeert in het kapitaal van een bedrijfsrevisorenkantoor;

16° wettelijke controle van jaarrekeningen : een controle van een jaarrekening of een geconsolideerde jaarrekening bedoeld in titel VII van Boek IV van het Wetboek van vennootschappen betreffende « de controle van de jaarrekening en van de geconsolideerde jaarrekening »;

17° revisoriale opdracht : onverminderd het bepaalde in artikel 4 van deze wet, elke opdracht die ertoe strekt een deskundig oordeel te geven over de getrouwheid en de waarachtigheid van een jaarrekening, van een tussentijdse financiële staat, van een waardering of van andere economische en financiële informatie, verschaft door een onderneming of instelling; dit begrip omvat eveneens de ontleding en de verklaring van de economische en financiële inlichtingen aan de leden van de ondernemingsraad;

18° Hoge Raad voor de Economische Beroepen : de Hoge Raad voor de Economische Beroepen bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 april 1999 betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen;

19° Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris : het Comité bedoeld in artikel 133, § 10 van het Wetboek van vennootschappen;

20° Commission bancaire, financière et des assurances : la Commission visée par l'article 44 de la loi du 22 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

21° entreprise affiliée à un cabinet de révision : toute entité, quelle que soit sa forme juridique, qui est liée à un cabinet de révision au sens de l'article 11 du Code des sociétés;

22° contrôleur du groupe : le commissaire ou le réviseur d'entreprises qui conformément à l'article 146 du Code des sociétés est chargé du contrôle des comptes consolidés.

Art. 3. L'Institut a pour objet de veiller à la formation et d'assurer l'organisation permanente d'un corps de spécialistes capables de remplir la fonction de réviseur d'entreprises telle qu'elle est définie à l'article 4, avec toutes les garanties requises aux points de vue de la compétence, de l'indépendance et de la probité professionnelle, et de veiller à une exécution correcte des missions confiées aux réviseurs d'entreprises.

CHAPITRE II. — *Des réviseurs d'entreprises, de leur inscription dans le registre public de l'Institut et de la protection de leur titre*

Art. 4. La fonction de réviseur d'entreprises consiste, à titre principal, à exécuter toutes les missions dont l'accomplissement est réservé par la loi ou en vertu de celle-ci aux réviseurs d'entreprises et d'une façon générale, toutes les missions révisorales d'états financiers, effectuées en exécution de la loi ou en vertu de celle-ci.

Art. 5. La qualité de réviseur d'entreprises est accordée par le Conseil à toute personne physique qui en fait la demande et qui remplit les conditions suivantes :

1° être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat qui est partie à l'Accord sur l'Espace économique européen, ou être domicilié en Belgique; dans l'hypothèse où la personne n'est pas domiciliée en Belgique, elle doit y disposer d'un établissement;

2° être âgé de vingt-cinq ans au moins;

3° ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques, ne pas avoir été déclaré en faillite sans avoir obtenu la réhabilitation et ne pas avoir encouru une peine d'emprisonnement, même conditionnelle, de trois mois au moins pour l'une des infractions mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, pour une infraction à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, pour une infraction au Code des sociétés, à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, à leurs arrêtés d'exécution, à la législation fiscale ou aux dispositions étrangères ayant les mêmes objets;

4° être porteur d'un diplôme de master, délivré par une université belge ou un établissement supérieur belge de type long de niveau universitaire. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles un diplôme étranger ou une expérience déterminée sont reconnus équivalents, le cas échéant après réussite d'un examen portant sur les matières du droit belge pertinentes pour l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises;

5° avoir accompli le stage organisé par le règlement de stage et avoir réussi l'examen d'aptitude dont le programme et les conditions sont fixées par le Roi;

6° prêter au moment de l'inscription au registre public de l'Institut, et au plus tard douze mois après la date d'admission au serment par le Conseil, devant la Cour d'appel de Bruxelles le serment suivant en français : "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et je jure de remplir fidèlement, en âme et conscience, les missions qui me seront confiées en qualité de réviseur d'entreprises." ou en néerlandais : "Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk, en ik zweer de opdrachten, die mij als bedrijfsrevisor zullen worden toevertrouwd, in eer en geweten getrouw te vervullen." ou encore devant la Cour d'Appel de Liège le serment suivant en allemand : "Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes und ich schwöre die mir als Wirtschaftsprüfer erteilten Aufträge auf Ehre und Gewissen, getrau und ehrlich zu erfüllen." »

20° Commissie voor het Bank, Financie- en Assurantiewezen : de Commissie bedoeld in artikel 44 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

21° verbonden entiteit van een bedrijfsrevisorenkantoor : een entiteit met om het even welke rechtsvorm die met een bedrijfsrevisorenkantoor verbonden is in de zin van artikel 11 van het Wetboek van vennootschappen;

22° groepsauditor : de commissaris of de bedrijfsrevisor die overeenkomstig artikel 146 van het Wetboek van vennootschappen belast is met de controle van de geconsolideerde jaarrekening.

Art. 3. Het Instituut heeft als doel te waken over de opleiding en te voorzien in de bestendige organisatie van een korps specialisten die bekwaam zijn de functie van bedrijfsrevisor te vervullen zoals deze bepaald wordt in artikel 4, met al de vereiste waarborgen in zake bevoegdheid, onafhankelijkheid en beroepseerlijkheid en toezicht uit te oefenen op de behoorlijke uitvoering van aan de bedrijfsrevisoren toevertrouwde opdrachten.

HOOFDSTUK II. — *De bedrijfsrevisoren, hun inschrijving in het openbaar register van het Instituut en de bescherming van hun titel*

Art. 4. De bedrijfsrevisor heeft als hoofdtaak alle opdrachten uit te voeren die bij of krachtens de wet aan de bedrijfsrevisoren uitsluitend zijn toevertrouwd en op algemene wijze, alle revisorale opdrachten te vervullen met betrekking tot financiële overzichten, verricht met toepassing van of krachtens de wet.

Art. 5. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt door de Raad toegekend aan iedere natuurlijke persoon die er om verzoekt en aan de volgende eisen voldoet :

1° onderdaan zijn van een Lidstaat van de Europese Unie of een andere Staat die partij is bij de Overeenkomst betreffende de Europese Economische Ruimte, of zijn woonplaats hebben in België; in de veronderstelling dat een persoon zijn woonplaats niet in België heeft, dient hij er te beschikken over een vestiging;

2° ten minste vijftig jaar oud zijn;

3° niet beroofd geweest zijn van de burgerlijke en politieke rechten, niet in staat van faillissement verklaard geweest zijn zonder eeerherstel te hebben bekomen en geen zelfs voorwaardelijke gevangenisstraf van ten minste drie maand hebben opgelopen voor een van de strafbare feiten vermeld in artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen, voor een inbreuk op de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, voor een inbreuk op het Wetboek van vennootschappen, op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen, hun uitvoeringsbesluiten, op de fiscale wetgeving of op buitenlandse bepalingen die hetzelfde voorwerp hebben;

4° in het bezit zijn van een masterdiploma afgeleverd door een Belgische universiteit of een Belgische hogeschool van het lange type en van universitair niveau. De Koning bepaalt de voorwaarden op grond waarvan een buitenlands diploma of een bepaalde ervaring als gelijkwaardig worden erkend, in voorkomend geval na het slagen in een examen over de materies van het Belgisch recht die van belang zijn voor de uitoefening van het beroep van bedrijfsrevisor;

5° de bij het stagereglement ingerichte stage hebben beëindigd, geslaagd zijn voor een bekwaamheidsexamen, waarvoor de Koning het programma en de voorwaarden bepaalt;

6° bij de inschrijving op het openbaar register van het Instituut, en uiterlijk twaalf maanden na de datum van toelating tot de eed door de Raad, voor het Hof van Beroep van Brussel de volgende eed afleggen in het Nederlands : « Ik zweer trouw aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk, en ik zweer de opdrachten, die mij als bedrijfsrevisor zullen worden toevertrouwd, in eer en geweten getrouw te vervullen. » of in het Frans : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge, et je jure de remplir fidèlement, en âme et conscience, les missions qui me seront confiées en qualité de réviseur d'entreprises. » of ook nog voor het Hof van Beroep van Luik de volgende eed in het Duits : « Ich schwöre Treue dem König, Gehorsam der Verfassung und den Gesetzen des belgischen Volkes und ich schwöre die mir als Wirtschaftsprüfer erteilten Aufträge auf Ehre und Gewissen, getrau und ehrlich zu erfüllen. »

Les personnes de nationalité étrangère prêter devant la Cour d'appel de Bruxelles le serment suivant en français : "Je jure de remplir fidèlement, en âme et conscience, selon les prescriptions de la loi belge, les missions qui me seront confiées en qualité de réviseur d'entreprises." » ou en néerlandais : "Ik zweer de opdrachten, die mij als bedrijfsrevisor zullen worden toevertrouwd, in eer en geweten, getrouw en volgens de voorschriften van de Belgische wet, te vervullen." » ou encore devant la Cour d'Appel de Liège le serment suivant en allemand : "Ich schwöre die mir als Wirtschaftsprüfer erteilten Aufträge auf Ehre und Gewissen, getrau und ehrlich und gemäss den Vorschriften des belgischen Gesetzes zu erfüllen." »;

7° être âgé de soixante-cinq ans au plus;

8° être lié à un cabinet de révision ou disposer d'une organisation qui permet de respecter la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 6. § 1^{er}. La qualité de réviseur d'entreprises est accordée par le Conseil à toute personne morale ou une autre entité quelle que soit sa forme juridique, ayant son siège dans un Etat membre de l'Union européenne, qui remplit les conditions suivantes :

1° les personnes physiques qui effectuent le contrôle légal des comptes au nom du cabinet d'audit doivent avoir la qualité de réviseur d'entreprises;

2° la majorité des droits de vote est détenue par des cabinets d'audit et/ou des contrôleurs légaux;

3° la majorité des membres de l'organe de gestion est composée par des cabinets d'audit et/ou des contrôleurs légaux. Lorsque cet organe ne compte pas plus de deux membres, au moins l'un d'entre eux doit être un cabinet d'audit ou un contrôleur légal. Lorsqu'un cabinet d'audit est membre de l'organe de gestion, ce cabinet est représenté, conformément à l'article 132 du Code des sociétés, par une personne physique agréée en tant que contrôleur légal.

§ 2. Par exception au § 1^{er}, la personne morale ou une autre entité, quelle que soit sa forme juridique, ne peut être admise en qualité de réviseur d'entreprises si, de l'appréciation du Conseil, son honorabilité est mise en cause à la suite d'un des éléments suivants ou d'éléments analogues :

1° la personne morale ou une autre entité, quelle que soit sa forme juridique, est déclarée en faillite, a obtenu un concordat judiciaire, est dissoute judiciairement ou a fait l'objet d'une mesure judiciaire ou administrative équivalente en Belgique ou à l'étranger;

2° la personne morale ou une autre entité, quelle que soit sa forme juridique, a fait l'objet en Belgique d'une condamnation pénale ou disciplinaire coulée en force de chose jugée, en application des lois et règlements visés à l'article 5, 3°, d'au moins 1.500 euros, même avec sursis, ou à l'étranger d'une peine définitive qui y entraînerait, pour un cabinet d'audit, la déchéance de cette qualité;

3° la dénomination, l'objet ou d'autres clauses statutaires de la personne morale ou de l'autre entité, quelle que soit sa forme juridique, sont susceptibles d'amener les tiers à se méprendre quant à sa qualité de réviseur d'entreprises ou à d'autres caractéristiques de la personne morale ou de l'entité;

4° l'un de ses associés ou l'un des membres de l'organe de gestion se trouve dans l'une des situations visées à l'article 5, 3°, à moins que, dans le mois de la mise en demeure qui est faite par le Conseil, la personne concernée démissionne, selon les cas, en tant qu'associé et/ou en tant que membre de l'organe de gestion de celui-ci.

Art. 7. § 1^{er}. Aux personnes physiques de pays tiers est accordée, à leur demande écrite et signée adressée à l'Institut, la qualité de réviseur d'entreprises lorsqu'elles remplissent les conditions suivantes :

1° être ressortissant d'un Etat qui accorde aux réviseurs d'entreprises belges, sur son territoire, le bénéfice de la réciprocité en ce qui concerne les conditions d'accès à la profession;

2° être âgé de vingt-cinq ans au moins;

3° remplir les conditions fixées à l'article 5, 4° et 5°, de la loi et à l'arrêté royal à prendre en exécution de l'article 29 relatif à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises;

4° n'avoir ni en Belgique, ni dans le pays où elles sont autorisées à exercer le contrôle légal des états financiers d'entreprises, été déclarées en faillite sans avoir obtenu la réhabilitation, ou condamnées à des peines provoquant l'interdiction d'une activité professionnelle équivalente à celle de réviseur d'entreprises;

De personen van vreemde nationaliteit leggen voor het Hof van Beroep van Brussel de volgende eed af in het Nederlands : « Ik zweer de opdrachten, die mij als bedrijfsrevisor zullen worden toevertrouwd, in eer en geweten, getrouw en volgens de voorschriften van de Belgische wet, te vervullen. » of in het Frans : « Je jure de remplir fidèlement, en âme et conscience, selon les prescriptions de la loi belge, les missions qui me seront confiées en qualité de réviseur d'entreprises. » of ook nog voor het Hof van Beroep van Luik de volgende eed in het Duits : « Ich schwöre die mir als Wirtschaftsprüfer erteilten Aufträge auf Ehre und Gewissen, getrau und ehrlich und gemäss den Vorschriften des belgischen Gesetzes zu erfüllen. »;

7° ten hoogste vijftenzestig jaar oud zijn;

8° verbonden zijn met een bedrijfsrevisorenkantoor of over een organisatie beschikken die toelaat onderhavige wet en zijn uitvoeringsbesluiten na te leven.

Art. 6. § 1. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt door de Raad toegekend aan iedere rechtspersoon of een andere entiteit met om het even welke rechtsvorm, met zetel in een Lidstaat van de Europese Unie, die de volgende voorwaarden vervult :

1° de natuurlijke personen die de wettelijke controle van jaarrekeningen namens het auditkantoor uitvoeren, moeten de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben;

2° de meerderheid van de stemrechten is in het bezit van auditkantoren en/of van wettelijke auditors;

3° de meerderheid van de leden van het bestuursorgaan is samengesteld uit auditkantoren en/of wettelijke auditors. Wanneer het bestuursorgaan slechts uit twee leden bestaat, moet ten minste één van hen een auditkantoor of een wettelijke auditor zijn. Wanneer een auditkantoor lid is van het bestuursorgaan, wordt dit kantoor vertegenwoordigd, overeenkomstig artikel 132 van het Wetboek van vennootschappen, door een natuurlijke persoon die erkend is als wettelijke auditor.

§ 2. Bij wijze van uitzondering op § 1 kan de rechtspersoon of een andere entiteit met om het even welke rechtsvorm niet worden toegelaten als bedrijfsrevisor, indien, naar het oordeel van de Raad, de betrouwbaarheid in het gedrag is gebracht naar aanleiding van één van de volgende elementen of gelijkaardige elementen :

1° de rechtspersoon of een andere entiteit met om het even welke rechtsvorm werd failliet verklaard, heeft een gerechtelijk akkoord verkregen, werd gerechtelijk ontbonden of heeft het voorwerp uitgemaakt van een gelijkaardige gerechtelijke of administratieve maatregel in België of in het buitenland;

2° de rechtspersoon of de entiteit met om het even welke rechtsvorm, heeft het voorwerp uitgemaakt van een strafrechtelijke of tuchtrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan, in toepassing van de wetten en besluiten bedoeld in artikel 5, 3°, van ten minste 1.500 euro, zelfs met uitstel, of van een definitieve straf in het buitenland die daar voor een auditkantoor het verlies van deze hoedanigheid met zich meebrengt;

3° de benaming, het doel of andere statutaire clausules van de rechtspersoon of van een andere entiteit met om het even welke rechtsvorm kunnen aanleiding zijn voor derden om zich te vergissen wat de hoedanigheid van bedrijfsrevisor of andere eigenschappen van de rechtspersoon of van de entiteit betreft;

4° één van haar vennoten of één van de leden van het bestuursorgaan bevindt zich in één van in artikel 5, 3° bedoelde situaties, tenzij binnen de maand van de ingebrekestelling door de Raad de betrokken persoon ontslag neemt als venoot en/of als lid van het bestuursorgaan, naargelang het geval.

Art. 7. § 1. Aan de natuurlijke personen van derde landen wordt, op hun schriftelijk, gehandtekend en aan het Instituut gericht verzoek, de hoedanigheid van bedrijfsrevisor toegekend, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° onderdaan zijn van een Staat die aan Belgische bedrijfsrevisoren op zijn grondgebied het voordeel van de wederkerigheid toekent wat de toelating tot het beroep betreft;

2° ten minste vijftientig jaar oud zijn;

3° voldoen aan de eisen bepaald in artikel 5, 4° en 5°, van de wet en in het koninklijk besluit te nemen in uitvoering van artikel 29 betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor;

4° noch in België noch in het land waar zij gemachtigd zijn de wettelijke controle op de financiële staten van ondernemingen uit te voeren, in staat van faillissement zijn verklaard zonder eerherstel te hebben bekomen of er veroordeeld zijn tot straffen die het verbod meebrengen om een beroepsactiviteit, die gelijkwaardig is met die van bedrijfsrevisor, uit te oefenen;

5° s'engager à avoir en Belgique un établissement où les activités professionnelles seront effectivement exercées et où les actes, documents et correspondance s'y rapportant, seront conservés;

6° prêter le serment prévu à l'article 5, 6°, de la loi devant la Cour d'appel de Bruxelles ou de Liège;

7° s'engager à respecter toutes les règles déontologiques applicables aux réviseurs d'entreprises;

8° être âgé de soixante-cinq ans au plus.

§ 2. La qualité de réviseur d'entreprises est accordée aux entités de droit des pays tiers, autres qu'une personne physique, à leur demande écrite et signée adressée à l'Institut, lorsqu'elles remplissent les conditions suivantes :

1° tous les associés, ainsi que les gérants et administrateurs, doivent être autorisés dans l'Etat où ils ont leur établissement principal à exercer le contrôle légal des états financiers d'entreprises; si un associé est une personne morale, la même condition s'applique aux associés de cette dernière;

2° avoir leur siège et leur établissement principal dans un Etat qui accorde aux réviseurs d'entreprises belges le bénéfice de la réciprocité sur son territoire en ce qui concerne l'accès à la profession; elles doivent être autorisées à exercer dans cet Etat, le contrôle légal des états financiers d'entreprises;

3° être constituée sous une forme, sous un statut et à des conditions comparables à ceux qui permettent aux réviseurs d'entreprises de s'associer en Belgique; elle s'engage pour l'exercice de ses activités de réviseur d'entreprises en Belgique, à se faire connaître par une raison qui ne peut comporter que le nom d'une ou plusieurs personnes physiques associées, gérants ou administrateurs ou le nom d'une ou plusieurs personnes physiques ayant eu la qualité d'associé;

4° au moins un administrateur ou gérant de la société doit être réviseur d'entreprises et être chargé de la gestion d'un établissement en Belgique; dans le cas d'une pluralité de personnes chargées de cette gestion, la majorité de celles-ci doit être réviseur d'entreprises;

5° tous les associés, administrateurs et gérants qui exercent habituellement une activité professionnelle en Belgique doivent être réviseur d'entreprises;

6° s'engager à avoir en Belgique un établissement où les activités professionnelles seront effectivement exercées et où les actes, documents et correspondance s'y rapportant, seront conservés;

7° s'engager à ne pas exercer en Belgique, ni directement, ni indirectement des activités incompatibles avec la qualité de réviseur d'entreprises;

8° s'engager à respecter l'article 132 du Code des sociétés, chaque fois qu'une mission de révision leur est confiée en Belgique.

§ 3. Après avis du Conseil et du Conseil supérieur des Professions économiques, le Roi fixe, pour l'exécution des traités internationaux auxquels la Belgique est partie, sous réserve de réciprocité, les modalités d'octroi de la qualité de réviseur d'entreprises aux contrôleurs ou entités d'audit de pays tiers, ainsi que les règles relatives à la supervision externe, au contrôle de qualité et à la surveillance sur ces personnes.

§ 4. Le Roi fixe également les règles relatives à l'inscription au registre public comme contrôleur ou entité de pays tiers, à la supervision externe, au contrôle de qualité et à la surveillance des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers qui présentent un rapport d'audit concernant les comptes annuels ou les comptes consolidés d'une société constituée en dehors de la Communauté dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé en Belgique, au sens de l'article 4, paragraphe 1^{er}, point 14), de la Directive 2004/39/CE, sauf lorsque la société est une entité qui émet uniquement des titres de créance admis dans un Etat membre à la négociation sur un marché réglementé, au sens de l'article 2, paragraphe 1^{er} point b), de la Directive 2004/109/CE, dont la valeur nominale unitaire est au moins égale à 50.000 euros ou, pour les titres de créance libellés dans une devise autre que l'euro, dont la valeur nominale unitaire est équivalente à au moins 50.000 euros à la date d'émission.

Art. 8. § 1^{er}. La qualité de réviseur d'entreprises est retirée par le Conseil si les conditions mises à son octroi à l'exception de la condition reprise à l'article 5, 7°, ne sont plus réunies ou lorsque son honorabilité est sérieusement compromise conformément à l'article 5, 3°, en ce qui concerne les personnes physiques ou à l'article 6, § 1^{er}, 2° et 3° et § 2, pour les personnes morales ou une autre entité quelle que soit sa forme juridique.

5° zich ertoe verbinden in België een vestiging te houden waar de beroepsactiviteit effectief zal uitgeoefend worden en waar de ermee samenhangende akten, documenten en briefwisseling zullen bewaard worden;

6° voor het Hof van Beroep van Brussel of van Luik, de eed afleggen bepaald in artikel 5, 6°, van de wet;

7° zich ertoe verbinden alle deontologische verplichtingen na te leven die op de bedrijfsrevisoren van toepassing zijn;

8° ten hoogste vijftenzestig jaar oud zijn.

§ 2. Aan de entiteiten, andere dan een natuurlijke persoon, naar het recht van derde landen, wordt op hun schriftelijk, gehandtekd en aan het Instituut gericht verzoek de hoedanigheid van bedrijfsrevisor toegekend indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° alle vennoten, evenals de zaakvoerders en bestuurders, moeten gemachtigd zijn in de Staat waar zij hun hoofdvestiging hebben, om de wettelijke controle op de financiële staten van ondernemingen uit te voeren; indien de vennoot een rechtspersoon is, is dezelfde voorwaarde van toepassing op de vennoten van deze laatste;

2° hun zetel en hun hoofdvestiging hebben in een Staat die aan de Belgische bedrijfsrevisoren op zijn grondgebied het voordeel van de wederkerigheid toekent wat de toelating tot het beroep betreft; zij moeten er gemachtigd zijn om in die Staat de wettelijke controle op de financiële staten van ondernemingen uit te voeren;

3° opgericht zijn in een vorm, onder een statuut en onder voorwaarden die vergelijkbaar zijn met die waaronder de bedrijfsrevisoren zich in België kunnen verenigen; zij verbinden zich ertoe, voor het uitoefenen in België van hun activiteiten als bedrijfsrevisor, zich te doen kennen onder een firma die enkel de naam mag bevatten van een of meerdere natuurlijke personen, die vennoot, zaakvoerder of bestuurder zijn of de naam van één of meer natuurlijke personen die de hoedanigheid van vennoot hebben gehad;

4° tenminste één bestuurder of zaakvoerder moet bedrijfsrevisor zijn en moet belast zijn met het bestuur van de vestiging in België; indien meerdere personen met dit bestuur zijn belast, moet de meerderheid ervan bedrijfsrevisor zijn;

5° alle vennoten, bestuurders of zaakvoerders die gewoonlijk hun beroepsactiviteit in België uitoefenen moeten bedrijfsrevisor zijn;

6° zich ertoe verbinden in België een vestiging te houden waar de beroepsactiviteit effectief zal uitgeoefend worden en waar de daarmee samenhangende akten, documenten en briefwisseling zullen bewaard worden;

7° zich ertoe verbinden in België rechtstreeks of zijdelings geen activiteiten uit te oefenen die onverenigbaar zijn met de hoedanigheid van bedrijfsrevisor;

8° zich ertoe verbinden artikel 132 van het Wetboek van vennootschappen te eerbiedigen, telkens een controleopdracht hen in België wordt toevertrouwd.

§ 3. In uitvoering van de internationale verdragen waarbij België partij is op voorwaarde van wederkerigheid stelt de Koning, na advies van de Raad en van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, de modaliteiten vast voor de toekenning van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor aan de auditors of auditororganisaties van een derde land alsook de regels inzake het publiek toezicht, de kwaliteitscontrole en het toezicht op deze personen.

§ 4. De Koning stelt eveneens de regels vast voor de inschrijving in het openbaar register als auditor of auditororganisatie van een derde land en voor het publiek toezicht, de kwaliteitscontrole en het toezicht op de auditors en auditororganisaties van een derde land, die een controleverklaring afleveren betreffende de jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een vennootschap die haar statutaire zetel buiten de Europese Gemeenschap heeft en waarvan de effecten in België zijn toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 4, eerste lid, punt 14, van Richtlijn 2004/39/EG, behalve indien de vennootschap alleen een emittent is van effecten die in een lidstaat zijn toegelaten tot de handel op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 2, lid 1, onder b), van Richtlijn 2004/109/EG, met een nominale waarde per eenheid van ten minste 50.000 euro of, in het geval van effecten die in een andere munteenheid luiden, op de dag van uitgifte equivalent aan ten minste 50.000 euro.

Art. 8. § 1. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt door de Raad ingetrokken wanneer aan de voorwaarden voor de toekenning van deze hoedanigheid met uitzondering van de voorwaarde bepaald in artikel 5, 7° niet meer is voldaan of wanneer diens betrouwbaarheid ernstig in het gedrang is gekomen overeenkomstig artikel 5, 3°, in geval van een natuurlijke persoon of artikel 6, § 1, 2° en 3° en § 2, in geval van een rechtspersoon of een andere entiteit ongeacht haar rechtsvorm.

Le Conseil ne peut retirer la qualité de réviseur d'entreprises, qu'après avoir invité l'intéressé à faire valoir par écrit dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours, ses observations. Le Conseil motive sa décision.

Un recours peut être formé contre cette décision devant la Commission d'appel. Le recours est introduit auprès de la Commission d'appel dans les trente jours de la notification de la décision du Conseil. Les articles 64, paragraphe 2, et 66 de la loi s'appliquent.

§ 2. La qualité de réviseur d'entreprises est retirée le jour du soixante-septième anniversaire des réviseurs d'entreprises personnes physiques.

§ 3. La qualité de réviseur d'entreprises est retirée lorsque les réviseurs d'entreprises restent en défaut, trois mois après le rappel à l'ordre prévu à l'article 37, de payer tout ou partie des cotisations ou de communiquer les documents qui servent à la fixation des cotisations, ou encore de communiquer des renseignements ou documents qu'ils sont tenus de communiquer à l'Institut.

§ 4. L'Institut notifie le retrait définitif de la qualité de réviseur d'entreprises et les motifs de celui-ci aux autorités compétentes concernées de l'Etat membre dans lequel ce réviseur d'entreprises est agréé en tant que contrôleur légal ou en tant que cabinet d'audit.

Art. 9. § 1^{er}. Toute décision du Conseil inscrivant un candidat en qualité de réviseur d'entreprises est susceptible d'un recours de la part du Procureur général devant la Commission d'appel et selon les modalités prévues à l'article 64 § 2. Il en va de même de toute décision retirant la qualité de réviseur d'entreprises.

Si le Procureur général interjette appel à l'encontre de la décision du Conseil de l'Institut admettant un candidat en qualité de réviseur d'entreprises, il en informe simultanément le Conseil.

§ 2. Toute décision du Conseil réinscrivant un candidat en qualité de réviseur d'entreprises est susceptible d'un recours de la part du Procureur général devant la Commission d'appel et selon les modalités prévues à l'article 64, § 2.

Si le Procureur général interjette appel à l'encontre de la décision du Conseil de l'Institut admettant à nouveau un candidat en qualité de réviseur d'entreprises, il en informe simultanément le Conseil.

§ 3. Toute décision du Conseil refusant l'admission d'un candidat en qualité de réviseur d'entreprises est susceptible d'un recours de la part de l'intéressé devant ladite Commission d'appel.

§ 4. Toute décision du Conseil refusant la réinscription d'un candidat en qualité de réviseur d'entreprises est susceptible d'un recours de la part de l'intéressé devant ladite Commission.

Art. 10. § 1^{er}. Le Conseil tient à jour un registre public dans lequel sont enregistrés les réviseurs d'entreprises.

Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés conformément à l'article 7, § 4 sont mentionnés en cette qualité dans le registre public de manière distincte.

§ 2. Les informations requises sont enregistrées sous forme électronique. Toute personne peut les consulter à tout moment sur le site internet de l'Institut.

§ 3. Chaque réviseur d'entreprises personne physique et chaque cabinet de révision est identifié dans le registre public par un numéro personnel.

§ 4. Le registre public contient le nom et l'adresse des autorités compétentes chargées de l'agrément, de la surveillance, du contrôle de qualité, des sanctions et de la supervision publique.

§ 5. Les modalités relatives à l'actualisation et à l'accès au registre public sont déterminées par le Roi.

Art. 11. § 1^{er}. Seules les personnes physiques ou entités inscrites au registre public peuvent porter le titre de réviseur d'entreprises.

Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés conformément à l'article 7, § 4 ne portent pas le titre de réviseur d'entreprises.

§ 2. Le Conseil peut, aux conditions prévues par le règlement d'ordre intérieur, autoriser le port du titre de réviseur d'entreprises honoraire par d'anciens réviseurs d'entreprises personnes physiques.

L'autorisation est retirée par le Conseil si les conditions mises à son octroi ne sont plus réunies. La décision de retrait est susceptible d'un recours devant la Commission d'appel et selon les modalités prévues à l'article 64, § 2.

§ 3. Les stagiaires peuvent porter le titre de réviseur d'entreprises stagiaire. Les stagiaires n'ont pas la qualité de réviseur d'entreprises, mais sont soumis à la surveillance et au pouvoir disciplinaire de l'Institut.

De Raad kan de hoedanigheid van bedrijfsrevisor slechts intrekken na de betrokkene te hebben uitgenodigd om zijn opmerkingen te laten geworden binnen een termijn die niet minder mag zijn dan vijftien dagen. De Raad motiveert zijn beslissing.

Tegen die beslissing kan beroep worden ingesteld bij de Commissie van Beroep. Het beroep wordt binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Raad ingeleid bij de Commissie van Beroep. De artikelen 64, tweede paragraaf en 66 van de wet zijn van toepassing.

§ 2. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt ingetrokken op de zeventenzestigste verjaardag van bedrijfsrevisoren natuurlijke personen.

§ 3. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt ingetrokken wanneer de bedrijfsrevisoren, drie maanden na de terechtwijzing voorzien in artikel 37, in gebreke blijven van het betalen van alle of een gedeelte van de bijdragen of van het indienen van documenten tot vaststelling van de bijdrage, of nog van het meedelen van inlichtingen of documenten die ze moeten meedelen aan het Instituut.

§ 4. De definitieve intrekking van de hoedanigheid van bedrijfsrevisor en de redenen daarvoor worden door het Instituut meegedeeld aan de relevante bevoegde autoriteiten van de Lidstaat waar de bedrijfsrevisor, is toegelaten als wettelijke auditor of auditkantoor.

Art. 9. § 1. Iedere beslissing van de Raad tot inschrijving van een kandidaat als bedrijfsrevisor is vatbaar voor beroep vanwege de Procureur-generaal bij de Commissie van Beroep en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 64, § 2. Hetzelfde geldt voor iedere beslissing waarbij de hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt ingetrokken.

Indien de Procureur-generaal beroep aantekent tegen de beslissing van de Raad van het Instituut om een kandidaat als bedrijfsrevisor toe te laten, dient hij de Raad er gelijktijdig van op de hoogte te brengen.

§ 2. Iedere beslissing van de Raad tot herinschrijving van een kandidaat als bedrijfsrevisor is vatbaar voor beroep vanwege de Procureur-generaal bij de Commissie van Beroep en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 64, § 2.

Indien de Procureur-generaal beroep aantekent tegen de beslissing van de Raad om een kandidaat opnieuw als bedrijfsrevisor toe te laten, dient hij de Raad er gelijktijdig van op de hoogte te brengen.

§ 3. Tegen iedere beslissing van de Raad, waarbij de toelating van een kandidaat als bedrijfsrevisor wordt geweigerd, staat voor de belanghebbende beroep open bij de voormelde Commissie van Beroep.

§ 4. Tegen iedere beslissing van de Raad, waarbij de herinschrijving van een kandidaat als bedrijfsrevisor wordt geweigerd, staat voor de belanghebbende beroep open bij de voormelde Commissie.

Art. 10. § 1. De Raad houdt een openbaar register bij waarin de bedrijfsrevisoren worden geregistreerd.

De auditoren en de auditorganisaties van derde landen die overeenkomstig artikel 7, § 4 zijn geregistreerd, worden in die hoedanigheid afzonderlijk in het openbaar register vermeld.

§ 2. De registratiegegevens worden in elektronische vorm in het register opgeslagen. Eenieder kan deze te allen tijde op de website van het Instituut consulteren.

§ 3. Elke bedrijfsrevisor natuurlijke persoon en elk bedrijfsrevisorenkantoor worden door een individueel nummer in het openbaar register geïdentificeerd.

§ 4. Het openbaar register bevat de naam en het adres van de bevoegde autoriteiten die belast zijn met de registratie, het toezicht, de kwaliteitscontrole, de sancties, en het publiek toezicht.

§ 5. De modaliteiten inzake actualisering en toegang tot het openbaar register worden door de Koning bepaald.

Art. 11. § 1. Alleen de natuurlijke personen of entiteiten ingeschreven in het openbaar register mogen de titel van bedrijfsrevisor dragen.

De auditoren en de auditorganisaties van een derde land ingeschreven overeenkomstig artikel 7, § 4 dragen niet de titel van bedrijfsrevisor.

§ 2. De Raad kan onder de voorwaarden bepaald door het huishoudelijk reglement toelaten aan oud-bedrijfsrevisoren natuurlijke personen de titel van erebedrijfsrevisor te voeren.

De toelating wordt door de Raad ingetrokken, indien aan de voorwaarden voor de toekenning niet meer is voldaan. Tegen de beslissing tot intrekking is beroep mogelijk voor de Commissie van Beroep en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 64, § 2.

§ 3. De stagiairs kunnen de titel van bedrijfsrevisor stagiair dragen. De stagiairs hebben niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor, maar staan onder het toezicht en de tuchtmacht van het Instituut.

CHAPITRE III. — *Des droits et obligations des réviseurs d'entreprises*

Art. 12. Les réviseurs d'entreprises et les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique paient des cotisations annuelles pour le financement des frais de fonctionnement de l'Institut, dont le montant est fixé par l'assemblée générale de l'Institut, dans les limites et selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur de l'Institut.

Art. 13. § 1^{er}. Le réviseur d'entreprises ne peut exercer des activités ou poser des actes incompatibles avec la dignité ou l'indépendance de sa fonction.

§ 2. Le réviseur d'entreprises ne peut exercer des missions de révision dans les situations suivantes :

a) exercer la fonction d'employé, sauf auprès d'un autre réviseur d'entreprises ou d'un autre cabinet de révision;

b) exercer une activité commerciale directement ou indirectement, entre autres en qualité d'administrateur d'une société commerciale; n'est pas visé par cette incompatibilité l'exercice d'un mandat d'administrateur dans des sociétés civiles à forme commerciale;

c) exercer la fonction de Ministre ou de Secrétaire d'Etat.

Le point a) ne s'applique pas aux fonctions exercées dans l'enseignement.

§ 3. En ce qui concerne le point a) et le point b) visés au paragraphe 2, une dérogation peut être accordée par le Conseil de l'Institut, après avis favorable du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire.

Art. 14. § 1^{er}. Le réviseur d'entreprises s'acquitte en toute indépendance par rapport aux personnes concernées des missions révisorales qui lui sont confiées.

§ 2. Toute situation où l'indépendance d'un réviseur d'entreprises est compromise, au travers d'une situation de conflit d'intérêts ou autrement, met également en cause l'indépendance :

a) du cabinet de révision dont l'intéressé est associé, membre de l'organe de gestion ou représentant permanent;

b) de ses associés;

c) des membres de l'organe de gestion du cabinet de révision visé au point a);

d) des réviseurs d'entreprises membres du réseau dont le réviseur d'entreprises est membre.

§ 3. Le réviseur d'entreprises doit :

1° disposer, avant d'accepter une mission, des capacités, des collaborations et du temps requis pour son bon accomplissement;

2° s'acquitter avec la diligence requise et en toute indépendance des missions révisorales qui lui sont confiées;

3° ne pas accepter de missions dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'objectivité de son exercice;

4° ne pas exercer d'activités incompatibles avec l'indépendance de sa fonction;

5° consigner dans les documents de travail tout risque important d'atteinte à son indépendance, ainsi que les mesures appliquées pour limiter ces risques.

§ 4. Le réviseur d'entreprises, personne physique, poursuit de manière continue sa formation afin de maintenir ses connaissances théoriques, ses compétences professionnelles et son sens éthique à un niveau suffisant.

§ 5. Ni les actionnaires d'un cabinet de révision ni les membres de l'organe de gestion de ce cabinet de révision ou d'une personne liée n'interviennent dans l'exécution d'un contrôle légal des comptes ou d'une autre mission révisorale d'une façon pouvant compromettre l'indépendance et l'objectivité du réviseur d'entreprises qui effectue ce contrôle légal des comptes ou cette mission révisorale pour le compte de ce cabinet de révision.

Art. 15. § 1^{er}. Les réviseurs d'entreprises qui procèdent au contrôle légal des comptes annuels statutaires ou des comptes consolidés d'entités d'intérêt public publient sur leur site internet, dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice comptable, un rapport annuel de transparence qu'ils confirment par le biais d'une signature électronique. Ce rapport inclut, dans le chef du réviseur d'entreprises personne physique, au moins les informations suivantes :

a) lorsqu'il appartient à un réseau, une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

HOOFDSTUK III. — *De rechten en plichten van de bedrijfsrevisoren*

Art. 12. De bedrijfsrevisoren en de auditors en auditororganisaties van een derde land, die in België geregistreerd zijn, betalen jaarlijkse bijdragen ter financiering van de werkingskosten van het Instituut, waarvan het bedrag door de algemene vergadering van het Instituut wordt vastgesteld binnen de grenzen en volgens de modaliteiten bepaald in het huishoudelijk reglement van het Instituut.

Art. 13. § 1. Het is de bedrijfsrevisor niet toegelaten werkzaamheden uit te oefenen of daden te stellen die onverenigbaar zijn met de waardigheid of de onafhankelijkheid van zijn functie.

§ 2. Het is de bedrijfsrevisor niet toegelaten revisorale opdrachten uit te voeren in de volgende omstandigheden :

a) de functie van bediende uitoefenen, behoudens bij een andere bedrijfsrevisor of een ander bedrijfsrevisorenkantoor;

b) rechtstreeks of onrechtstreeks een handelsactiviteit uitoefenen, onder andere in de hoedanigheid van bestuurder van een handelsvennootschap; het uitoefenen van een mandaat van bestuurder in burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, wordt niet bedoeld door deze onverenigbaarheid;

c) de functie van Minister of Staatssecretaris bekleden.

Het punt a) is niet van toepassing op een taak in het onderwijs.

§ 3. Wat punt a) en punt b) bedoeld in de tweede paragraaf betreft, kan een afwijking worden toegekend door de Raad van het Instituut, na gunstig advies van het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris.

Art. 14. § 1. Bij het vervullen van de hem toevertrouwde revisorale opdrachten handelt de bedrijfsrevisor in volledige onafhankelijkheid van de betrokken personen.

§ 2. Elke situatie waarin de onafhankelijkheid van een bedrijfsrevisor in het gedrang wordt gebracht, door een belangenconflict, of op een andere wijze, brengt eveneens de onafhankelijkheid in het gedrang :

a) van het bedrijfsrevisorenkantoor waarvan de betrokkene vennoot, lid van het bestuursorgaan of vaste vertegenwoordiger is;

b) van zijn vennoten;

c) van de leden van het bestuursorgaan van het bedrijfsrevisorenkantoor bedoeld in punt a);

d) van de bedrijfsrevisoren die lid zijn van het netwerk waarvan de bedrijfsrevisor lid is.

§ 3. De bedrijfsrevisor moet :

1° vooraleer een opdracht te aanvaarden, beschikken over de bekwaamheid, medewerking en tijd vereist om deze opdracht goed uit te voeren;

2° zich met de nodige zorg en in volledige onafhankelijkheid kwijten van de zijn toevertrouwde revisorale opdrachten;

3° geen opdrachten aanvaarden onder voorwaarden die een objectieve uitvoering daarvan in het gedrang zouden kunnen brengen;

4° geen werkzaamheden uitoefenen die onverenigbaar zijn met de onafhankelijkheid van zijn taak;

5° alle aanzienlijke bedreigingen voor zijn onafhankelijkheid en de veiligheidsmaatregelen die zijn genomen om deze bedreigingen in te perken, onderbouwen in zijn werkdocumenten.

§ 4. De bedrijfsrevisor, natuurlijke persoon, zet zijn permanente vorming op continue wijze voort teneinde zijn theoretische kennis, zijn beroepsbekwaamheden en zijn beroepsethiek op een voldoende peil te houden.

§ 5. Noch de aandeelhouders van een bedrijfsrevisorenkantoor, noch de leden van het bestuursorgaan van het betrokken bedrijfsrevisorenkantoor, noch verbonden personen mogen een zodanige bemoeienis met de uitvoering van een wettelijke controle van jaarrekeningen of van een andere revisorale opdracht hebben waardoor afbreuk wordt gedaan aan de onafhankelijkheid en objectiviteit van de bedrijfsrevisor die namens het betrokken bedrijfsrevisorenkantoor de wettelijke controle van jaarrekeningen of de revisorale opdracht uitvoert.

Art. 15. § 1. De bedrijfsrevisoren die wettelijke controles van de enkelvoudige jaarrekening of geconsolideerde jaarrekening bij organisaties van openbaar belang uitvoeren, maken uiterlijk drie maanden na het eind van elk boekjaar op hun websites jaarlijkse transparantieverslagen bekend die ze via een elektronische handtekening bevestigen. Dit verslag bevat in hoofde van de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon ten minste de volgende informatie :

a) indien hij tot een netwerk behoort, een beschrijving van dit netwerk en van de juridische en structurele regelingen binnen het netwerk;

b) la date du dernier contrôle de qualité visé à l'article 33;

c) une liste des entités publiques pour lesquelles il a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

d) les dates auxquelles l'information reprise sous a) à c) a été mise à jour.

§ 2. En outre, les cabinets de révision confirment les informations suivantes :

a) une description de leur structure juridique et de capital;

b) lorsqu'un cabinet de révision appartient à un réseau, une description de ce réseau et des dispositions juridiques et structurelles qui l'organisent;

c) une description de la structure de gouvernance du cabinet de révision;

d) une description du système interne de contrôle qualité et une déclaration de l'organe d'administration ou de gestion concernant l'efficacité de son fonctionnement;

e) la date du dernier contrôle de qualité visé à l'article 33;

f) une liste des entités d'intérêt public pour lesquelles le cabinet de révision a effectué un contrôle légal des comptes au cours de l'exercice écoulé;

g) une déclaration concernant les pratiques d'indépendance du cabinet de révision et confirmant qu'une vérification interne du respect de ces exigences d'indépendance a été effectuée;

h) une déclaration concernant la politique suivie par le cabinet de révision pour ce qui est de la formation continue des réviseurs d'entreprises mentionnée à l'article 31;

i) des informations financières reflétant l'importance du cabinet de révision et de son réseau en Belgique, telles que le chiffre d'affaires total, ventilé en honoraires perçus pour le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, et en honoraires perçus pour les autres missions révisorales, les missions de conseil fiscaux et les autres missions extérieures aux missions révisorales;

j) des informations sur les bases de rémunération des associés;

k) les dates auxquelles l'information reprise sous a) à j) a été mise à jour.

Art. 16. Chaque fois qu'une mission révisorale est confiée à un cabinet de révision, ce cabinet de révision est tenu de désigner un représentant réviseur d'entreprises personne physique. Ce réviseur d'entreprises personne physique doit être en relation avec ce cabinet en tant qu'associé ou autre, et chargé de l'exécution de ladite mission au nom et pour compte du cabinet de révision. Dans l'exécution de cette mission révisorale, le réviseur d'entreprises, personne physique, qui représente le cabinet de révision, détient seul le pouvoir de signature pour le compte du cabinet de révision.

Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles, pénales et disciplinaires que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire du cabinet de révision qu'il représente.

Celui-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Art. 17. Les réviseurs d'entreprises sont responsables, conformément au droit commun, de l'accomplissement des missions qui leur sont réservées par la loi ou en vertu de celle-ci. Sauf en cas d'infraction commise avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, cette responsabilité est plafonnée à un montant de trois millions d'euros en ce qui concerne l'accomplissement d'une de ces missions auprès d'une personne autre qu'une société cotée, porté à douze millions d'euros en ce qui concerne l'accomplissement d'une de ces missions auprès d'une société cotée. Le Roi peut modifier ces montants par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Il est interdit aux réviseurs d'entreprises de se soustraire à cette responsabilité, même partiellement, par un contrat particulier.

Ils sont autorisés à faire couvrir leur responsabilité civile par un contrat d'assurance approuvé par le Conseil de l'Institut.

b) een aanduiding van wanneer de laatste kwaliteitscontrole zoals bedoeld in artikel 33 heeft plaatsgevonden;

c) een lijst van de organisaties van openbaar belang waarbij het afgelopen jaar de wettelijke controle van de jaarrekening heeft uitgevoerd;

d) de data waarop de informatie opgenomen onder a) tot c) werden bijgewerkt.

§ 2. Bovendien bevestigen de bedrijfsrevisorenkantoren de volgende informatie :

a) een beschrijving van de juridische en kapitaalstructuur;

b) indien een bedrijfsrevisorenkantoor tot een netwerk behoort, een beschrijving van het netwerk en van de juridische en structurele regelingen binnen het netwerk;

c) een beschrijving van de bestuursstructuur van het bedrijfsrevisorenkantoor;

d) een beschrijving van het interne kwaliteitbeheersingssysteem en een verklaring van het leidinggevende of bestuursorgaan betreffende de doeltreffendheid van de werking van dit systeem;

e) een aanduiding van wanneer de laatste kwaliteitscontrole zoals bedoeld in artikel 33 heeft plaatsgevonden;

f) een lijst van de organisaties van openbaar belang waarbij het bedrijfsrevisorenkantoor het afgelopen jaar een wettelijke controle van de jaarrekening heeft uitgevoerd;

g) een verklaring betreffende de praktijken van het bedrijfsrevisorenkantoor op het gebied van de onafhankelijkheid, waarin tevens wordt bevestigd dat een interne beoordeling van de naleving van de onafhankelijkheidseisen heeft plaatsgevonden;

h) een verklaring inzake de door het bedrijfsrevisorenkantoor gevolgde gedragslijn betreffende de permanente scholing van bedrijfsrevisoren als bedoeld in artikel 31;

i) financiële informatie waaruit blijkt hoe belangrijk het bedrijfsrevisorenkantoor en zijn netwerk in België zijn, zoals de totale omzet uitgesplitst naar honoraria voor de wettelijke controle van de jaarrekening en geconsolideerde jaarrekening, en honoraria voor andere revisorale opdrachten, belastingadviesopdrachten en andere opdrachten buiten de revisorale opdrachten;

j) informatie over de grondslagen voor de vergoeding van vennoten;

k) de data waarop de informatie opgenomen onder a) tot j) werden bijgewerkt.

Art. 16. Telkens wanneer een revisorale opdracht wordt toevertrouwd aan een bedrijfsrevisorenkantoor, is dat bedrijfsrevisorenkantoor ertoe gehouden een vertegenwoordiger bedrijfsrevisor natuurlijke persoon te benoemen. Deze bedrijfsrevisor natuurlijke persoon dient als vennoot of anderszins aan dat kantoor verbonden te zijn en belast met de uitvoering van deze opdracht in naam en voor rekening van het bedrijfsrevisorenkantoor. Bij de uitvoering van deze revisorale opdracht, heeft de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die het bedrijfsrevisorenkantoor vertegenwoordigt alleen de handtekeningbevoegdheid voor rekening van het bedrijfsrevisorenkantoor.

Deze vertegenwoordiger moet aan dezelfde voorwaarden voldoen en is burgerrechtelijk, strafrechtelijk en tuchtrechtelijk aansprakelijk alsof hij zelf de betrokken opdracht in eigen naam en voor eigen rekening zou volbrengen, onverminderd de hoofdelijke aansprakelijkheid van het bedrijfsrevisorenkantoor dat hij vertegenwoordigt.

Laatstgenoemde mag zijn vertegenwoordiger niet ontslaan zonder tegelijk een opvolger te benoemen.

Art. 17. De bedrijfsrevisoren zijn aansprakelijk, overeenkomstig het gemeen recht, voor de uitoefening van de opdrachten, hen toevertrouwd door of krachtens de wet. Behoudens bij overtreding gepleegd met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, wordt deze aansprakelijkheid beperkt tot een bedrag van drie miljoen euro voor de uitoefening van een van deze opdrachten bij een andere persoon dan een genoteerde vennootschap, verhoogd tot twaalf miljoen euro voor de uitoefening van een van deze opdrachten bij een genoteerde vennootschap. De Koning kan deze bedragen wijzigen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Het is de bedrijfsrevisoren verboden zich aan deze aansprakelijkheid, zelfs gedeeltelijk, door een bijzondere overeenkomst te onttrekken.

Het is hun geoorloofd hun burgerrechtelijke aansprakelijkheid te laten dekken door een door de Raad van het Instituut goedgekeurd verzekeringcontract.

Les dispositions prévues aux alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent également aux missions dont l'accomplissement est réservé par la loi ou en vertu de celle-ci au commissaire ou, en l'absence de commissaire, à un réviseur ou un expert-comptable, en ce compris dans les cas où ces missions sont effectuées par un expert-comptable.

CHAPITRE IV. — *Gestion et fonctionnement de l'Institut*

Art. 18. Le Roi arrête, sur proposition ou après avis du Conseil de l'Institut, le règlement de stage, le règlement de discipline ainsi que les autres règlements nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Institut et la réalisation des objectifs que la présente loi lui assigne.

Ces règlements sont pris sur proposition ou après avis du Conseil supérieur des Professions économiques.

Art. 19. L'assemblée générale est composée, avec voix délibérative de tous les réviseurs d'entreprises personnes physiques, et avec voix consultative, de tous les cabinets de révision.

Elle élit le président, le vice-président, les autres membres du Conseil de l'Institut et les commissaires, approuve les comptes annuels, donne décharge au Conseil de sa gestion, délibère sur tous les objets pour lesquels la présente loi et les règlements lui attribuent compétence.

L'assemblée connaît, en outre, par voie d'avis, propositions ou recommandations au Conseil, de tous objets intéressant l'Institut et qui lui sont régulièrement soumis.

Les décisions de l'assemblée générale sont obligatoires en Belgique pour tous les réviseurs d'entreprises et stagiaires. Elles sont prises à la majorité des réviseurs d'entreprises personnes physiques présents ou représentés. Chaque réviseur d'entreprises personne physique a droit à une voix. Les réviseurs d'entreprises personnes physiques peuvent donner à un autre réviseur d'entreprises personne physique procuration par écrit pour voter en leur lieu et place aux assemblées générales. Chaque réviseur d'entreprises personne physique ne peut être porteur que de deux procurations au maximum.

Art. 20. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an. La date et les modalités de cette réunion sont fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil de l'Institut peut convoquer l'assemblée générale chaque fois qu'il le juge utile. Il doit la convoquer lorsque le cinquième des réviseurs d'entreprises personnes physiques le demandent par écrit, en indiquant l'objet qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour.

Les convocations sont adressées pour l'assemblée générale ordinaire, au moins quinze jours, et pour les assemblées générales extraordinaires, au moins huit jours avant la réunion; elles mentionnent l'ordre du jour.

Les comptes sont dressés conformément aux dispositions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur et sont communiqués par extrait aux réviseurs d'entreprises. Ils doivent être tenus à la disposition des réviseurs d'entreprises, aux fins de consultation, par les soins du trésorier, au siège de l'Institut, pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée générale.

Art. 21. § 1^{er}. La direction de l'Institut est assurée par un Conseil composé :

1° d'un président et d'un vice-président, élus au scrutin secret pour trois ans, par l'assemblée générale parmi les réviseurs d'entreprises personnes physiques. Leur mandat, qui expire au terme même de l'assemblée générale annuelle, peut être renouvelé une fois. Si le président est d'expression française, le vice-président est obligatoirement d'expression néerlandaise ou inversement;

2° de douze membres, dont six d'expression française et six d'expression néerlandaise, élus pour trois ans par l'assemblée générale parmi les réviseurs d'entreprises personnes physiques, par un vote secret distinct du précédent. Leur mandat, qui expire au terme même de l'assemblée générale annuelle, peut être renouvelé.

§ 2. Parmi ces douze membres, le Conseil de l'Institut désigne un secrétaire d'expression française et un secrétaire d'expression néerlandaise; l'un des deux sera chargé par le Conseil de l'Institut d'assumer en même temps les fonctions de trésorier.

§ 3. Les décisions du Conseil de l'Institut sont prises à la majorité des voix. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 4. Toute décision du Conseil de l'Institut concernant une personne déterminée est motivée.

De bepalingen bedoeld in het eerste en tweede lid zijn ook van toepassing op de opdrachten die door of krachtens de wet toevertrouwd worden aan de commissaris of, bij gebrek aan een commissaris, aan een bedrijfsrevisor of aan een accountant, inclusief de gevallen waarbij deze opdrachten worden uitgeoefend door een accountant.

HOOFDSTUK IV. — *Beheer en werking van het Instituut*

Art. 18. De Koning stelt, op voorstel van of na advies van de Raad van het Instituut, het stagerglement en het tuchtreglement vast, alsmede de andere reglementen die noodzakelijk zijn voor de werking van het Instituut en voor de verwezenlijking van zijn bij deze wet omschreven doelstellingen.

Deze reglementen worden vastgesteld op voorstel of na advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen.

Art. 19. De algemene vergadering is samengesteld, met beslissende stem, uit alle bedrijfsrevisoren natuurlijke personen en, met raadgevende stem, uit alle bedrijfsrevisorenkantoren.

Zij kiest de voorzitter, de ondervoorzitter, de andere leden van de Raad en van het Instituut en de commissarissen, keurt de jaarrekening goed, verleent de Raad kwijting voor zijn bestuur, beraadslaagt over alle onderwerpen waarvoor deze wet en de reglementen haar bevoegdheid verlenen.

De vergadering neemt bovendien, door middel van berichten, voorstellen of aanbevelingen aan de raad, kennis van alle onderwerpen die het Instituut aanbelangen en die regelmatig zijn voorgelegd.

De beslissingen van de algemene vergadering zijn in België bindend voor al de bedrijfsrevisoren en stagiaires. Zij worden genomen bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bedrijfsrevisoren natuurlijke personen. Elke bedrijfsrevisor natuurlijke persoon heeft recht op één stem. De bedrijfsrevisoren natuurlijke personen kunnen aan een andere bedrijfsrevisor natuurlijke persoon schriftelijk volmacht geven om op de algemene vergadering in hun plaats te stemmen. Elke bedrijfsrevisor natuurlijke persoon kan houder zijn van ten hoogste twee volmachten.

Art. 20. De algemene vergadering komt ten minste éénmaal per jaar bijeen. De datum en de modaliteiten dezer bijeenkomst worden bepaald in het huishoudelijk reglement.

De Raad van het Instituut kan, telkens als hij het nuttig acht, de algemene vergadering bijeenroepen. Hij dient dit te doen wanneer één vijfde van de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen het schriftelijk aanvragen, met aanduiding van het onderwerp dat zij op de agenda wensen te zien geplaatst.

De oproepingen worden verzonden, voor de gewone algemene vergadering ten minste vijftien dagen en voor de buitengewone algemene vergaderingen ten minste acht dagen vóór de vergadering; zij vermelden de agenda.

De rekeningen worden opgemaakt volgens de bepalingen van het huishoudelijk reglement en bij uittreksel aan de bedrijfsrevisoren ter kennis gebracht. Zij moeten door de zorg van de penningmeester, gedurende de vijftien dagen welke de algemene vergadering voorafgaan, ten zetel van het Instituut voor de bedrijfsrevisoren ter inzage worden gelegd.

Art. 21. § 1. Het Instituut staat onder de leiding van een Raad, samengesteld uit :

1° Een voorzitter en een ondervoorzitter, die bij geheime stemming door de algemene vergadering voor drie jaar onder de bedrijfsrevisoren, natuurlijke personen, worden gekozen; hun mandaat, dat verstrijkt op de dag zelf van de jaarlijkse algemene vergadering, kan éénmaal hernieuwd worden. Indien de voorzitter Franstalig is, moet de ondervoorzitter verplicht Nederlandstalig zijn of omgekeerd;

2° Twaalf leden, zes Franstalige en zes Nederlandstalige, die door de algemene vergadering, bij een van de vorige verschillende geheime stemming voor drie jaar onder de bedrijfsrevisoren, natuurlijke personen, worden gekozen; hun mandaat dat eindigt op dezelfde dag als de jaarlijkse algemene vergadering kan hernieuwd worden.

§ 2. Onder deze twaalf leden wijst de Raad van het Instituut een Franstalige en een Nederlandstalige secretaris aan; één van beiden zal door de Raad van het Instituut gelast worden tevens het ambt van penningmeester waar te nemen.

§ 3. De beslissingen van de Raad van het Instituut worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend.

§ 4. Elke beslissing van de Raad van het Instituut die betrekking heeft op één welbepaalde persoon wordt met redenen omkleed.

Art. 22. § 1^{er}. Le Conseil de l'Institut représente l'Institut dans les actes de la vie juridique et les actions en justice, tant en demandeur qu'en défendeur. Le président ou vice-président peuvent agir au nom du Conseil.

§ 2. Il assure son fonctionnement en se conformant à la présente loi et aux règlements.

§ 3. Il a tous les pouvoirs d'administration et de disposition qui ne lui sont pas soustraits par la présente loi ou par les règlements. Les règlements organisant ou limitant ces pouvoirs ne sont opposables aux tiers qu'autant que l'arrêté royal qui les établit a été publié au *Moniteur belge*.

§ 4. Le Conseil confie la gestion journalière à plusieurs de ses membres, qui formeront, sous la présidence du président de l'Institut et dans les conditions prévues dans le règlement d'ordre intérieur, le Comité exécutif.

§ 5. L'Institut exécute ses missions exclusivement dans l'intérêt général. L'Institut, les membres de ses organes et les membres de son personnel n'encourent aucune responsabilité civile en raison de leurs décisions, actes ou comportements dans l'exercice des missions légales de l'Institut sauf en cas de dol ou de faute lourde.

Constituent une faute lourde, la violation du secret de l'instruction disciplinaire ainsi que la décision de prononcer une injonction qui serait manifestement abusive.

Art. 23. Seuls des réviseurs d'entreprises personnes physiques peuvent être nommés en qualité de président, de vice-président, de membre du Conseil ou, plus généralement, de membre d'un organe créé par ou en vertu de la présente loi.

Ces fonctions sont gratuites, sans préjudice éventuellement de l'allocation de jetons de présence et d'une indemnité de fonction.

Art. 24. Les recettes de l'Institut ainsi que les règles relatives à l'établissement et au contrôle des comptes et du budget sont déterminées par le règlement d'ordre intérieur, sauf les dispositions des articles 25 et 26.

Art. 25. Les recettes de l'Institut sont constituées notamment par :

- 1° les cotisations des réviseurs d'entreprises et des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés en Belgique;
- 2° les revenus et produits divers de son patrimoine;
- 3° les subsides, legs et donations.

Art. 26. § 1^{er}. Chaque année, le Conseil soumet à l'approbation de l'assemblée générale :

1° le rapport sur les activités de l'Institut pendant l'année écoulée;

2° les comptes annuels au 31 décembre de l'année écoulée;

3° le rapport des commissaires;

4° le budget pour le nouvel exercice.

§ 2. Les comptes annuels doivent, au préalable, avoir été vérifiés par deux commissaires. Les articles 130 à 133, 134, § 1^{er} et § 3, 135 à 137, 139 et 140, 142 à 144, à l'exception de l'article 144, alinéa 1^{er}, 4° et 5°, du Code des sociétés sont applicables. Pour les besoins du présent paragraphe, les termes "code" et "société" doivent s'entendre comme étant respectivement "la loi du 22 juillet 1953" et "Institut".

§ 3. Les documents visés au paragraphe 1^{er}, 1° à 3° sont transmis par le Conseil au ministre ayant l'économie dans ses attributions ainsi qu'au Conseil supérieur des Professions économiques et au Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire dans le mois de l'assemblée générale à laquelle il a été soumis.

CHAPITRE V. — Du stage du réviseur d'entreprises

Art. 27. L'Institut organise pour ceux qui se destinent à la profession de réviseur d'entreprises le stage prévu à l'article 5, 5°.

La durée du stage est de trois ans au moins.

Les modalités relatives à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises, à déterminer par le Roi conformément à l'article 29, peuvent toutefois prévoir une réduction de la durée du stage.

Art. 28. § 1^{er}. Pour être admis au stage par la Commission de stage, il faut :

1° réunir les conditions prévues à l'article 5, 1° et 3°;

2° satisfaire aux conditions de diplôme et/ou d'expérience fixées en application de l'article 5, 4° et réussir un examen d'admission d'un niveau qui puisse garantir la compétence et l'aptitude du futur réviseur d'entreprises;

Art. 22. § 1. De Raad van het Instituut vertegenwoordigt het Instituut bij rechtshandelingen en bij rechtsvorderingen, hetzij als eiser of als verweerder. De voorzitter of ondervoorzitter kunnen optreden namens de Raad.

§ 2. De Raad garandeert de werking van het Instituut overeenkomstig deze wet en de reglementen.

§ 3. Hij bezit elke bevoegdheid van bestuur en beschikking, welke hem door deze wet of de reglementen niet wordt ontnomen. De reglementen met het oog op de inrichting of de beperking dier bevoegdheid kunnen slechts tegen derden worden aangevoerd in zover het koninklijk besluit, waarbij zij worden vastgesteld, in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

§ 4. De Raad vertrouwt het dagelijks bestuur toe aan verscheidene leden, die, onder de leiding van de voorzitter van het Instituut en onder de voorwaarden voorzien in het huishoudelijke reglement, het Uitvoerend Comité zullen vormen.

§ 5. Het Instituut voert zijn opdrachten uitsluitend uit in het algemeen belang. Het Instituut, de leden van zijn organen en zijn personeelsleden zijn niet burgerlijk aansprakelijk voor hun beslissingen, handelingen of gedragingen in de uitoefening van de wettelijke opdrachten van het Instituut behalve in geval van bedrog of zware fout.

De schending van het geheime karakter van het tuchtonderzoek is een zware fout evenals de beslissing tot het geven van een injunctie die kennelijk een misbruik is.

Art. 23. Alleen bedrijfsrevisoren natuurlijke personen kunnen worden benoemd als voorzitter, ondervoorzitter of lid van de Raad, of meer in het algemeen, als lid van een orgaan dat door of krachtens onderhavige wet wordt opgericht.

Deze taken worden niet bezoldigd, behoudens eventuele toekenning van zitpenningen en van een taakvergoeding.

Art. 24. De ontvangsten van het Instituut alsmede de voorschriften in verband met het opmaken van en de controle op de rekeningen en de begroting worden bepaald door het huishoudelijk reglement, met uitzondering van het bepaalde in de artikelen 25 en 26.

Art. 25. De ontvangsten van het Instituut bestaan o.m. uit :

- 1° De bijdragen van de bedrijfsrevisoren en de auditors en auditororganisaties, die in België geregistreerd zijn;
- 2° De diverse inkomsten en opbrengsten van zijn vermogen;
- 3° De toelagen, legaten en schenkingen.

Art. 26. § 1. Elk jaar legt de Raad ter goedkeuring aan de algemene vergadering voor :

1° het verslag over de werkzaamheden van het Instituut tijdens het verlopen jaar;

2° de jaarrekening op 31 december van het vorig jaar;

3° het verslag van de commissarissen;

4° de begroting voor het nieuwe boekjaar.

§ 2. De jaarrekening dient voorafgaandelijk te worden gecontroleerd door twee commissarissen. De artikelen 130 tot 133, 134, § 1 en § 3, 135 tot 137, 139 en 140, 142 tot 144, met uitzondering van artikel 144, eerste lid, 4° en 5° van het Wetboek van vennootschappen zijn van toepassing. Ten behoeve van onderhavige paragraaf moeten de woorden « wetboek » en « vennootschap » worden begrepen als respectievelijk « de wet van 22 juli 1953 » en « Instituut ».

§ 3. De documenten bedoeld in de eerste paragraaf, 1° tot 3° worden door de Raad overgemaakt aan de Minister die bevoegd is voor economie alsook aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en aan het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris binnen de maand na de algemene vergadering waarop het werd voorgelegd.

HOOFDSTUK V. — De stage van de bedrijfsrevisor

Art. 27. Het Instituut richt voor hen die zich tot het beroep van bedrijfsrevisor voorbestemmen, de bij artikel 5, 5° voorziene stage in.

De stage duurt ten minste drie jaar.

De door de Koning overeenkomstig artikel 29 vast te leggen nadere bepalingen modaliteiten betreffende de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor kunnen nochtans voorzien in een verkorting van de stageduur.

Art. 28. § 1. Om door de Stagecommissie tot de stage te worden toegelaten dient men :

1° de bij artikel 5, 1° en 3° gestelde voorwaarden te vervullen;

2° de voorwaarden te vervullen inzake diploma en/of ervaring vastgesteld met toepassing van artikel 5, 4° en te slagen voor een toelatingsexamen waarvan het peil de bekwaamheid en geschiktheid van de toekomstige bedrijfsrevisor kan waarborgen;

3° être âgé de soixante ans au plus;

4° avoir conclu une convention de stage avec un réviseur d'entreprises comptant au moins cinq années d'inscription au registre public, qui s'engage à guider le stagiaire et à l'assister dans sa formation en tant que réviseur d'entreprises. La convention requiert l'approbation de la Commission de stage.

§ 2. Toute décision de la Commission de stage refusant l'admission d'un candidat au stage est susceptible d'un recours de la part de l'intéressé devant la Commission d'appel et selon les modalités prévues à l'article 64, § 2.

Art. 29. Les modalités relatives à l'accès à la profession de réviseur d'entreprises sont déterminées par le Roi.

CHAPITRE VI. — *Du rôle de l'Institut dans l'exercice de la fonction du réviseur d'entreprises*

Section 1^{re}. — Normes et recommandations

Art. 30. § 1^{er}. Sans préjudice des normes internationales d'audit approuvées par un instrument législatif de la Commission européenne, le Conseil formule les normes et recommandations relatives à l'exécution des missions visées à l'article 4 ou utiles à la mise en application des objectifs définis aux articles 14, § 3 et § 4, 31 et 32.

Le Conseil expose publiquement le contenu de tout projet de norme ou recommandation.

Le Conseil supérieur des Professions économiques délibère des projets de norme ou de recommandation après avoir entendu le représentant du Conseil de l'Institut.

Les normes et recommandations ne sortent leurs effets qu'après l'approbation par le Conseil supérieur des Professions économiques et le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions. L'approbation du Conseil supérieur des Professions économiques intervient dans les trois mois qui suivent la demande qui lui est faite par l'Institut. En cas d'urgence spécialement motivée, ce délai peut être réduit à un mois, de commun accord entre le Conseil supérieur des Professions économiques et l'Institut.

Le Conseil supérieur des Professions économiques peut consulter la Commission bancaire, financière et des assurances pour tous les aspects des projets de norme ou de recommandation ayant trait aux entités d'intérêt public.

Les dispositions spécifiques aux entités d'intérêt public dans les normes en matière de contrôle de qualité sont établies après consultation par le Conseil supérieur des Professions économiques de la Commission bancaire, financière et des assurances.

§ 2. Si l'Institut reste en défaut d'adapter ses normes et recommandations aux modifications des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou aux normes internationales d'audit reconnues par un instrument législatif de la Commission européenne, le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions peut, après avis du Conseil supérieur des Professions économiques et de l'Institut, apporter les modifications nécessaires.

Le Conseil supérieur des Professions économiques et l'Institut doivent émettre les avis qui leur sont demandés dans les trois mois. A défaut, ils sont supposés avoir émis un avis favorable.

§ 3. Les normes sont obligatoires pour les réviseurs d'entreprises.

Les recommandations sont également obligatoires, à moins que le réviseur d'entreprises ne puisse motiver, dans des circonstances particulières, que l'écart opéré par rapport à la recommandation ne porte pas atteinte aux critères fixés à l'article 14, § 3.

§ 4. Les normes et les recommandations, ainsi que leurs mises à jour, sont publiées sous forme papier et sur le site internet de l'Institut et du Conseil supérieur des Professions économiques.

L'approbation par le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions, des normes et recommandations et de leurs modifications ultérieures fait l'objet d'un avis publié au *Moniteur belge*.

3° ten hoogste zestig jaar oud zijn;

4° een stageovereenkomst te hebben gesloten met een bedrijfsrevisor die ten minste vijf jaar in het openbaar register ingeschreven is en die de verplichting op zich neemt de stagiair bij diens opleiding tot bedrijfsrevisor te leiden en bij te staan. De overeenkomst moet worden goedgekeurd door de Stagecommissie.

§ 2. Tegen elke beslissing van de Stagecommissie waarbij de toelating van een kandidaat tot de stage wordt geweigerd, kan door de belanghebbende voor de Commissie van Beroep, beroep worden aangetekend volgens de modaliteiten voorzien in artikel 64, § 2.

Art. 29. De modaliteiten inzake de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor worden door de Koning bepaald.

HOOFDSTUK VI. — *De rol van het Instituut in de uitoefening van de taak van bedrijfsrevisor*

Afdeling 1. — Normen en aanbevelingen

Art. 30. § 1. Onverminderd internationale controlestandaarden goedgekeurd door een wetgevingsinstrument van de Europese Commissie, formuleert de Raad de normen en aanbevelingen met betrekking tot de uitoefening van opdrachten die worden beoogd door artikel 4 of die nuttig zijn voor de uitvoering van de doelstellingen gedefinieerd in de artikelen 14, § 3 en § 4, 31 en 32.

De inhoud van elke ontwerpnorm of -aanbeveling wordt door de Raad openbaar gemaakt.

De Hoge Raad voor de Economische Beroepen beraadslaagt over de ontwerpnorm of -aanbeveling, na de vertegenwoordiger van de Raad van het Instituut hierover te hebben gehoord.

Deze normen en aanbevelingen krijgen slechts uitwerking na goedkeuring door de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en de Minister die bevoegd is voor Economie. De goedkeuring door de Hoge Raad voor de Economische Beroepen gebeurt binnen de drie maanden volgend op de vraag die hem werd overgemaakt door het Instituut. In geval van speciaal gemotiveerde hoogdringendheid kan de termijn worden beperkt tot één maand, na onderlinge overeenstemming tussen de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en het Instituut.

De Hoge Raad voor de Economische Beroepen kan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen raadplegen betreffende alle aspecten van een ontwerpnorm of -aanbeveling met betrekking tot organisaties van openbaar belang.

De bepalingen eigen aan de organisaties van openbaar belang in de normen inzake de kwaliteitscontrole worden vastgesteld na raadpleging door de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen.

§ 2. Indien het Instituut nalaat zijn normen en aanbevelingen aan te passen aan de gewijzigde toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen of aan de internationale controlestandaarden erkend in een wetgevingsinstrument van de Europese Commissie, kan de Minister die bevoegd is voor Economie, na advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en het Instituut, de nodige wijzigingen aanbrengen.

De Hoge Raad voor de Economische Beroepen en het Instituut moeten de hen gevraagde adviezen binnen de drie maanden uitbrengen. Zo niet worden zij geacht een gunstig advies te hebben uitgebracht.

§ 3. De normen zijn bindend voor de bedrijfsrevisoren.

De aanbevelingen zijn eveneens bindend, tenzij de bedrijfsrevisor in bijzondere omstandigheden kan motiveren dat de afwijking ten aanzien van de aanbeveling geen afbreuk doet aan de criteria vastgesteld in artikel 14, § 3.

§ 4. De normen en aanbevelingen evenals hun bijwerkingen worden openbaar gemaakt op papier en op de website van het Instituut en de Hoge Raad voor de Economische Beroepen.

De goedkeuring van deze normen en aanbevelingen evenals de latere bijwerkingen hiervan, door de Minister die bevoegd is voor Economie, maakt het voorwerp uit van een bericht dat openbaar wordt gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 5. Le Conseil développe la doctrine relative aux techniques d'audit et à la bonne application par les réviseurs d'entreprises du cadre légal, réglementaire et normatif qui régit l'exercice de leur profession, sous la forme d'avis, de circulaires ou de communications.

L'Institut transmet les avis, circulaires ou communications au Conseil supérieur des Professions économiques.

S'il constate une incompatibilité entre ces avis, circulaires ou communications et une loi, un arrêté, une norme ou une recommandation, le Conseil supérieur des Professions économiques invite l'Institut à y remédier, et s'il n'y est pas satisfait dans le délai qu'il fixe, procède à la publication de sa propre prise de position.

Section 2. — Formation permanente

Art. 31. L'Institut veille à ce que les réviseurs d'entreprises personnes physiques poursuivent de manière continue leur formation permanente conformément à l'article 14, § 4.

Section 3. — Surveillance et contrôle de qualité

Art. 32. § 1^{er}. L'Institut veille au bon accomplissement par les réviseurs d'entreprises des missions qui leur sont confiées; dans le cadre de cette mission l'Institut veille à ce que les réviseurs d'entreprises respectent entre autres les principes repris dans les articles 13, 14, § 1^{er} à § 3 et § 5, 15, 16 et 17.

§ 2. L'Institut peut obtenir des réviseurs d'entreprises la production, dans le délai qu'il fixe, de toute information, déclaration ou document, et notamment les relevés de missions révisorales acceptées par eux, leurs programmes et documents de travail, ainsi que leurs liens avec d'autres personnes faisant partie de leur réseau et ayant ou non, dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un pays tiers, la qualité de contrôleur légal, de cabinet d'audit, de contrôleur ou d'entité d'audit de pays tiers, et les missions acceptées par ces personnes auprès d'une société, entreprise ou association auprès de laquelle le réviseur d'entreprises accomplit ou a accompli une mission dont l'exercice est réservé aux réviseurs d'entreprises.

§ 3. Les modalités relatives à l'organisation de la surveillance des réviseurs d'entreprises sont déterminées par le Roi.

Art. 33. § 1^{er}. L'Institut soumet les réviseurs d'entreprises à un contrôle de qualité au moins tous les six ans, et procède auprès d'eux à toutes enquêtes sur leurs méthodes de travail, leur organisation, les diligences accomplies et la manière dont ils exercent leurs missions.

Le contrôle de qualité vise entre autres l'obligation de formation permanente prévue à l'article 14, § 4.

§ 2. Le contrôle de qualité est exercé conformément aux normes arrêtées en la matière soit par des réviseurs d'entreprises personnes physiques soit par des inspecteurs externes à la profession. Ces derniers seront soit engagés par l'Institut dans le cadre d'un contrat de travail soit liés à l'Institut par une convention de collaboration. Ces personnes seront soumises au secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.

§ 3. Les réviseurs d'entreprises qui effectuent le contrôle d'une ou plusieurs entités d'intérêt public sont soumis à un contrôle de qualité au moins tous les trois ans.

§ 4. Le Conseil publie annuellement par le biais de tous les moyens appropriés les résultats d'ensemble du contrôle de qualité.

§ 5. L'Institut vérifie si les réviseurs d'entreprises donnent suite dans un délai raisonnable aux recommandations formulées à l'issue du contrôle de qualité.

§ 6. Les normes en matière de contrôle de qualité sont déterminées conformément à l'article 30 de la présente loi.

§ 7. Le Conseil est compétent pour adopter les conclusions du contrôle de qualité.

§ 8. Les modalités relatives à l'organisation du contrôle de qualité sont déterminées par le Roi.

Art. 34. Le Roi désigne les organes de l'Institut chargés d'organiser la surveillance et le contrôle de qualité prévus aux articles 32 et 33.

Section 4. — Secret professionnel de l'Institut

Art. 35. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 77 de la présente loi, l'article 458 du Code pénal est d'application pour l'Institut, ses organes, les membres de ses organes et les membres de son personnel.

§ 5. De Raad ontwikkelt de doctrine inzake de audittechnieken en de goede toepassing door de bedrijfsrevisoren van het wettelijk, reglementair en normatief kader dat de uitoefening van hun beroep regelt, onder de vorm van adviezen, omzendbrieven of mededelingen.

Het Instituut maakt de adviezen, omzendbrieven of mededelingen over aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen.

Indien hij een onverenigbaarheid vaststelt tussen deze adviezen, omzendbrieven of mededelingen en een wet, besluit, norm of aanbeveling, nodigt de Hoge Raad voor de Economische Beroepen het Instituut uit om dit te verhelpen, en indien hij geen genoegdoening krijgt binnen de termijn die hij vaststelt, gaat hij over tot de openbaarmaking van zijn eigen stellingname.

Afdeling 2. — Permanente vorming

Art. 31. Het Instituut ziet erop toe dat de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen hun permanente vorming op continue wijze voortzetten overeenkomstig artikel 14, § 4.

Afdeling 3. — Toezicht en kwaliteitscontrole

Art. 32. § 1. Het Instituut ziet toe op de goede uitvoering door de bedrijfsrevisoren van de hen toevertrouwde opdrachten; in het kader van deze opdracht, ziet het Instituut erop toe dat de bedrijfsrevisoren onder andere de principes opgenomen in de artikelen 13, 14, § 1 tot § 3 en § 5, 15, 16 en 17 naleven.

§ 2. Het Instituut kan binnen een termijn die hij vastlegt de voorlegging bekomen door zijn bedrijfsrevisoren van elke informatie, verklaring of document, en meer in het bijzonder van de lijsten van de door hen aanvaarde revisorale opdrachten, hun werkprogramma's en werkdocumenten, en hun verbanden met andere personen die deel uitmaken van hun netwerk en, die al dan niet in een Lidstaat van de Europese Unie of in een derde land de hoedanigheid van wettelijke auditor, auditkantoor, auditor of auditororganisatie van een derde land hebben, en de opdrachten die door deze personen zijn aanvaard in een vennootschap, onderneming of vereniging waarin de bedrijfsrevisor een opdracht, waarvan de uitoefening is voorbehouden aan de bedrijfsrevisoren, vervult of heeft vervuld.

§ 3. De modaliteiten inzake organisatie van het toezicht op de bedrijfsrevisoren worden door de Koning bepaald.

Art. 33. § 1. Het Instituut onderwerpt de bedrijfsrevisoren ten minste om de zes jaar aan een kwaliteitscontrole, gaat bij hen over tot alle onderzoeken betreffende hun werkmethode, hun organisatie, de uitgevoerde werkzaamheden en de manier waarop ze hun opdrachten uitoefenen.

De kwaliteitscontrole beoogt onder andere de verplichting inzake de permanente vorming zoals voorzien in artikel 14, § 4.

§ 2. De kwaliteitscontrole wordt uitgevoerd overeenkomstig de in deze materie uitgevaardigde normen, hetzij door bedrijfsrevisoren natuurlijke personen, hetzij door aan het beroep externe inspecteurs. Laatstgenoemden zullen door het Instituut worden gecontracteerd in het kader van een arbeidsovereenkomst ofwel door een samenwerkingsovereenkomst verbonden zijn met het Instituut. Deze personen zullen onderworpen zijn aan het beroepsgeheim bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 3. De bedrijfsrevisoren die de controle van één of meerdere organisaties van openbaar belang uitvoeren worden ten minste om de drie jaar aan een kwaliteitscontrole onderworpen.

§ 4. De Raad maakt jaarlijks via alle gepaste middelen de algemene resultaten van de kwaliteitscontrole openbaar.

§ 5. Het Instituut gaat na of de uit de kwaliteitscontrole voortvloeiende aanbevelingen binnen een redelijke termijn worden opgevolgd.

§ 6. De normen inzake de kwaliteitscontrole worden vastgesteld overeenkomstig artikel 30 van onderhavige wet.

§ 7. De Raad is bevoegd voor het aannemen van de besluiten van de kwaliteitscontrole.

§ 8. De modaliteiten inzake organisatie van de kwaliteitscontrole worden door de Koning bepaald.

Art. 34. De Koning wijst de organen van het Instituut aan die belast zijn met het organiseren van het toezicht en de kwaliteitscontrole voorzien in de artikelen 32 en 33.

Afdeling 4. — Beroepsgeheim van het Instituut

Art. 35. § 1. Onverminderd de bepalingen voorzien in artikel 77 van onderhavige wet, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing op het Instituut, zijn organen, de leden van zijn organen en zijn personeelsleden.

§ 2. L'Institut peut communiquer au Conseil supérieur des Professions économiques, au Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire, à la Chambre de renvoi et de mise en état ou à la Commission Bancaire, Financière et des Assurances toute information pour l'exercice de leurs compétences. Il en va de même vis-à-vis des autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne, ou d'un pays tiers en cas d'accord international, incluant une clause de réciprocité.

Le Roi détermine les modalités relatives à l'échange des informations confidentielles et à la coopération avec les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne et avec les autorités compétentes de pays tiers.

§ 3. Dans le cadre de l'exercice de sa mission de surveillance, de contrôle de qualité et de discipline ou en cas d'obligations internationales, l'Institut est habilité à délivrer à, ou à recevoir d'une organisation professionnelle ayant en Belgique ou dans un Etat membre de l'Union européenne, un statut et des fonctions similaires à celles de l'Institut, des informations sur un réviseur d'entreprises et sur son activité.

§ 4. Sans préjudice des dispositions visées au deuxième paragraphe, l'information couverte par le secret professionnel ne peut être divulguée à aucune personne ou autorité sauf si cette divulgation est prévue par les procédures législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat membre de l'Union européenne.

§ 5. Les informations obtenues par le Conseil dans l'exercice d'une de ses missions peuvent être utilisées dans le cadre de l'exercice d'une ou plusieurs autres missions lui confiées par la présente loi.

Section 5. — Injonction

Art. 36. § 1^{er}. Si le Conseil a connaissance du fait qu'un réviseur d'entreprises a un comportement contraire aux obligations décrites à l'article 14, § 3, ou s'il ne donne pas une suite appropriée aux dispositions visées aux articles 32, § 2 ou 33, § 5, il peut, d'initiative, ou à la demande de la Chambre de renvoi et de mise en état, lui enjoindre de mettre un terme à la situation contestée endéans un délai et de la manière qu'il détermine.

Cette injonction peut être imposée sans préjudice d'un renvoi éventuel de ce réviseur d'entreprises devant les instances disciplinaires pour les mêmes faits que ceux à la base de l'injonction.

§ 2. Si le réviseur d'entreprises n'y donne pas suite de manière satisfaisante dans le délai imparti, le Comité exécutif peut infliger des mesures d'ordre provisoires conformément aux articles 38 à 40.

§ 3. Le non-respect de l'injonction visée au paragraphe 1^{er} peut, en tant que tel, faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Section 6. — Rappel à l'ordre

Art. 37. § 1^{er}. Lorsque les faits reprochés au réviseur d'entreprises, tout en étant avérés, ne justifient aucune des sanctions prévues à l'article 73, le Conseil peut, soit d'initiative, soit à la demande de la Chambre de renvoi et de mise en état, rappeler ce réviseur d'entreprises à l'ordre.

Le Conseil informe la Chambre de renvoi et de mise en état de la décision de rappel à l'ordre.

Ce rappel à l'ordre peut être décidé sans préjudice d'un renvoi éventuel de ce réviseur d'entreprises devant les instances disciplinaires pour les mêmes faits que ceux à la base du rappel à l'ordre.

§ 2. Le réviseur d'entreprises qui n'accepte pas le rappel à l'ordre peut saisir la Commission d'appel dans un délai d'un mois après que le rappel à l'ordre lui a été notifié, en vue d'un débat contradictoire. Ce recours est suspensif.

§ 3. La Commission d'appel peut réformer ou confirmer le rappel à l'ordre ou, à l'unanimité, lui substituer l'une des sanctions prévues à l'article 73.

§ 4. Tout rappel à l'ordre devenu définitif est mentionné dans le dossier du réviseur d'entreprises pendant cinq ans, moment auquel il est automatiquement effacé. Si pendant ce délai, le réviseur d'entreprises fait l'objet d'une saisine ou d'une nouvelle saisine de la Commission de discipline ou de la Commission d'appel, cette instance disciplinaire est spécialement informée de la décision de rappel à l'ordre.

§ 2. Het Instituut mag aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, aan het Advies-en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris, aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling of aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen elke informatie meedelen die pertinent is voor de uitoefening van hun bevoegdheden. Hetzelfde geldt ten aanzien van de bevoegde autoriteiten van Lidstaten van de Europese Unie of van een derde land in geval van een internationaal akkoord, op voorwaarde dat er wederkerigheid is.

De Koning bepaalt de modaliteiten inzake de uitwisseling van vertrouwelijke informatie aan en de samenwerking met de bevoegde autoriteiten van een Lidstaat van de Europese Unie en met de bevoegde autoriteiten van derde landen.

§ 3. In het kader van de uitoefening van zijn opdracht inzake toezicht, kwaliteitscontrole en tucht of in geval van internationale verplichtingen, is het Instituut gemachtigd om aan een beroepsorganisatie die in België of in een Lidstaat van de Europese Unie een statuut en een functie heeft die vergelijkbaar is met die van het Instituut, informatie over een bedrijfsrevisor en zijn activiteit mede te delen of van die organisatie te ontvangen.

§ 4. Onverminderd de bepalingen bedoeld in de tweede paragraaf, mag informatie die onder het beroepsgeheim valt, aan geen enkele persoon of autoriteit worden openbaar gemaakt, behalve wanneer dit wordt vereist door de wetgeving, regelgeving of administratieve procedures van een Lidstaat van de Europese Unie.

§ 5. De informatie door de Raad verkregen bij de uitoefening van één van zijn opdrachten, mag worden gebruikt in het kader van de uitoefening van één of meer andere opdrachten die hem door onderhavige wet zijn toegekend.

Afdeling 5. — Injunctie

Art. 36. § 1. Indien de Raad kennis heeft van het feit dat een bedrijfsrevisor zich gedraagt op een wijze die strijdig is met het bepaalde in artikel 14, § 3, of geen passend gevolg geeft aan de bepalingen bedoeld in artikelen 32, § 2 of 33, § 5, kan deze hem, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, de verplichting opleggen binnen de door hem vastgestelde termijn en op de door hem vastgestelde wijze aan de omstrede toestand een einde te maken.

Deze injunctie kan worden opgelegd, onverminderd de eventuele verwijzing van deze bedrijfsrevisor naar de tuchtinstanties voor dezelfde feiten als deze die aan de basis liggen van de injunctie.

§ 2. Wordt hieraan door de bedrijfsrevisor binnen de hem toegemeten termijn op onvoldoende wijze gevolg gegeven, dan kan het Uitvoerend Comité voorlopige ordemaatregelen opleggen overeenkomstig artikelen 38 tot 40.

§ 3. Het niet-naleven van de injunctie bedoeld in de eerste paragraaf kan als dusdanig het voorwerp uitmaken van een tuchtsanctie.

Afdeling 6. — Terechtwijzing

Art. 37. § 1. Wanneer de feiten die de bedrijfsrevisor kunnen verweten worden, hoewel ze vaststaan, geen enkele van de in artikel 73 voorziene sancties verantwoorden, kan de Raad, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, deze bedrijfsrevisor terechtwijzen.

De Raad informeert de Kamer van verwijzing en instaatstelling over de beslissing tot terechtwijzing.

Deze terechtwijzing kan worden beslist, onverminderd de eventuele verwijzing van deze bedrijfsrevisor naar de tuchtinstanties voor dezelfde feiten als deze die aan de basis liggen van de terechtwijzing.

§ 2. De bedrijfsrevisor die de terechtwijzing niet aanvaardt, kan de Commissie van Beroep adiëren binnen een termijn van één maand nadat de terechtwijzing hem werd betekend en dit met het oog op een tegensprekelijk debat. Dit beroep is opschortend.

§ 3. De Commissie van Beroep kan de terechtwijzing hervormen of bevestigen, dan wel, met unanimitéit, één van de in artikel 73 voorziene sancties in de plaats stellen.

§ 4. Iedere definitief geworden terechtwijzing wordt vermeld in het dossier van de bedrijfsrevisor gedurende vijf jaar, het moment waarop deze automatisch wordt uitgewist. Indien gedurende deze termijn de bedrijfsrevisor het voorwerp is van een aanhangigmaking of een andere aanhangigmaking bij de Tuchtcommissie of de Commissie van Beroep, wordt deze tuchtinstantie speciaal geïnformeerd over de beslissing tot terechtwijzing.

Section 7. — Mesure d'ordre provisoire

Art. 38. § 1^{er}. Le Comité exécutif de l'Institut peut, soit d'initiative par décision unanime de ses membres présents lors de la délibération, soit à la demande de la Chambre de renvoi et de mise en état, lorsque l'intérêt public le requiert, enjoindre par mesure d'ordre au réviseur d'entreprises de s'abstenir provisoirement de tout service professionnel ou de services déterminés. Dans les cinq jours ouvrables de la notification au réviseur d'entreprises concerné, le Conseil informe la Chambre de renvoi et de mise en état d'une mesure d'ordre provisoire prise à l'encontre d'un réviseur d'entreprises.

La mesure d'ordre est applicable pendant le délai indiqué par le Comité exécutif. Elle cesse ses effets de plein droit si la Commission de discipline n'est pas saisie des indices, faits ou charges ayant justifié la mesure d'ordre provisoire, dans les six mois de cette mesure. Elle cesse également de plein droit ses effets lorsque la décision des instances disciplinaires relative à ces indices, faits ou charges, est coulée en force de chose jugée.

§ 2. Aucune mesure d'ordre ne peut être prise si le réviseur d'entreprises intéressé n'a pas été invité à s'expliquer à ce sujet devant le Comité exécutif de l'Institut, par lettre recommandée à la poste contenant l'exposé des griefs, adressée au moins quinze jours à l'avance.

§ 3. Le réviseur d'entreprises ayant fait l'objet d'une mesure d'ordre peut demander à la Commission d'appel de la retirer. Ce recours n'est pas suspensif de la mesure d'ordre prononcée. Lorsqu'une telle demande n'a pas été accueillie, le réviseur d'entreprises ne peut pas en formuler une nouvelle avant l'expiration d'un délai de deux mois depuis le rejet de la demande précédente.

Art. 39. § 1^{er}. Par dérogation à l'article précédent, en cas d'urgence ou de flagrance, le président de l'Institut peut prendre une mesure d'ordre provisoire sans audition préalable de l'intéressé.

§ 2. Sauf confirmation par le Comité exécutif de l'Institut statuant dans les quinze jours après sa notification et à l'unanimité de ses membres présents lors de la délibération, la mesure d'ordre prononcée par le président de l'Institut cesse de produire ses effets à l'expiration de ce délai.

§ 3. La notification de la mesure d'ordre prise dans le cadre du premier paragraphe du présent article contient une invitation à se présenter devant le Comité exécutif de l'Institut à une audience fixée dans le délai de quinze jours.

§ 4. Le président de l'Institut ne prend pas part à la délibération du Comité exécutif.

§ 5. L'article 38, § 1^{er}, alinéa 2, et § 3 est d'application.

Art. 40. Des mesures d'ordre provisoire peuvent être décidées, dans l'intérêt de la profession, alors même que l'instruction d'un dossier disciplinaire ne serait pas encore clôturée.

Section 8. — Transmission d'informations relatives aux procédures et sanctions et consultation du Conseil par des autorités

Art. 41. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 14, § 3, tout réviseur d'entreprises qui est l'objet d'une procédure judiciaire, disciplinaire ou administrative portant sur l'exercice de sa profession, doit en informer le Conseil dans le mois de l'introduction de la procédure. Dans le cas d'une procédure pénale le réviseur d'entreprises en informe le Conseil dès l'instant où il est mis en accusation.

§ 2. Le réviseur d'entreprises communique à l'Institut les sanctions disciplinaires, administratives ou pénales prises à son égard par une autorité ou une organisation professionnelle exerçant en Belgique, dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un pays tiers, quant à ses activités professionnelles, des fonctions similaires à celles de l'Etat belge ou de l'Institut. Cette communication a lieu au plus tard un mois après que les décisions visées sont devenues définitives.

§ 3. Les éléments concernés sont, le cas échéant, effacés du dossier du réviseur d'entreprises dans les mêmes délais et conditions que les sanctions analogues applicables en Belgique.

Art. 42. Le Conseil peut être consulté par l'instance judiciaire, disciplinaire ou administrative, saisie d'une cause intéressant le réviseur d'entreprises dans le cadre de l'exercice de sa profession.

Afdeling 7. — Voorlopige ordemaatregel

Art. 38. § 1. Hetzij ambtshalve bij unanieme beslissing van zijn aanwezige leden tijdens de beraadslaging, hetzij op verzoek van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, kan het Uitvoerend Comité van het Instituut, wanneer het algemeen belang het vereist, via een ordemaatregel de bedrijfsrevisor gelasten om zich voorlopig te onthouden van iedere beroepsmatige dienstverlening of van bepaalde diensten. De Raad brengt de Kamer van verwijzing en instaatstelling binnen vijf werkdagen na kennisgeving aan de betrokken bedrijfsrevisor op de hoogte van een voorlopige maatregel die genomen werd ten aanzien van een bedrijfsrevisor.

De ordemaatregel is van toepassing gedurende de periode bepaald door het Uitvoerend Comité. Zijn effecten houden van rechtswege op indien de Tuchtcommissie niet binnen de zes maanden van deze maatregel is geadieerd met aanwijzingen, feiten of tenlasteleggingen die de ordemaatregel rechtvaardigen. Zijn effecten houden eveneens op wanneer de beslissing van de tuchtinstanties inzake deze aanwijzingen, feiten of tenlasteleggingen in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. Geen enkele ordemaatregel kan worden genomen indien de betrokken bedrijfsrevisor niet, ten minste vijftien dagen op voorhand, werd uitgenodigd, bij aangetekende brief met de uiteenzetting van de bezwaren, om zich daaromtrent te verantwoorden voor het Uitvoerend Comité.

§ 3. De bedrijfsrevisor die het voorwerp uitmaakt van een ordemaatregel kan aan de Commissie van Beroep vragen om deze op te heffen. Dit beroep is niet opschortend voor de uitgesproken ordemaatregel. Wanneer een dergelijk verzoek niet werd ingewilligd, kan de bedrijfsrevisor geen nieuw verzoek formuleren vóór het verstrijken van de termijn van twee maanden na het verwerpen van de voorgaande vraag.

Art. 39. § 1. In afwijking van het vorige artikel kan de voorzitter van het Instituut, in geval van hoogdringendheid of klaarlijkheid een voorlopige ordemaatregel nemen zonder voorafgaand verhoor van de betrokkene.

§ 2. Behoudens bevestiging door het Uitvoerend Comité van het Instituut binnen de vijftien dagen na zijn kennisgeving en bij unanimiteit van zijn leden aanwezig tijdens de beraadslaging, houdt de door de voorzitter van het Instituut uitgesproken ordemaatregel op gevolgen te hebben bij het verstrijken van deze termijn.

§ 3. De kennisgeving van de ordemaatregel die genomen is in het kader van de eerste paragraaf van onderhavig artikel houdt een uitnodiging in om te verschijnen voor het Uitvoerend Comité van het Instituut op een zitting die vastgesteld is binnen een termijn van vijftien dagen.

§ 4. De voorzitter van het Instituut neemt niet deel aan de beraadslaging van het Uitvoerend Comité.

§ 5. Artikel 38, § 1, tweede lid en § 3 is van toepassing.

Art. 40. Zelfs wanneer het onderzoek van een tuchtdossier nog niet zou zijn afgesloten, kan er in het belang van het beroep tot voorlopige ordemaatregelen worden besloten.

Afdeling 8. — Informatieverstrekking inzake procedures en sancties en raadpleging van de Raad door overheden

Art. 41. § 1. Onverminderd artikel 14, § 3, moet elke bedrijfsrevisor tegen wie een gerechtelijke, tucht- of administratieve procedure werd ingeleid die betrekking heeft op de uitoefening van zijn beroep, de Raad hierover inlichten binnen de maand na de inleiding van de procedure. In geval van een strafprocedure brengt de bedrijfsrevisor de Raad daarvan op de hoogte vanaf het ogenblik dat hij in staat van beschuldiging is gesteld.

§ 2. De bedrijfsrevisor deelt eveneens aan het Instituut de tuchtsancties, administratieve sancties en strafsancties mee die hem werden opgelegd door een autoriteit of beroepsorganisatie die in België, in een Lidstaat van de Europese Unie of een derde land, wat zijn beroepsactiviteiten betreft, gelijkaardige functies uitoefent als deze van de Belgische Staat of het Instituut. Deze mededeling heeft plaats uiterlijk een maand nadat de bedoelde beslissingen definitief zijn geworden.

§ 3. De betrokken elementen worden in voorkomend geval gewist uit het dossier van de bedrijfsrevisor binnen dezelfde termijn en onder dezelfde voorwaarden als de analoge sancties die in België van toepassing zijn.

Art. 42. De Raad kan worden geraadpleegd door de betrokken gerechtelijke, tucht- of administratieve overheid, bij dewelke een zaak die de bedrijfsrevisor aanbelangt in de uitoefening van zijn beroep aanhangig werd gemaakt.

CHAPITRE VII. — *Supervision publique*

Art. 43. § 1^{er}. Le système de supervision publique, qui assume la responsabilité finale de la supervision, est composé du Ministre en charge de l'Economie, du Procureur général, de la Chambre de renvoi et de mise en état, du Conseil supérieur des Professions économiques, du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire et des instances disciplinaires.

Les programmes de travail et les rapports d'activités des organes de supervision publique sont publiés annuellement selon les modalités fixées par l'organe visé à l'article 77, § 1^{er}.

§ 2. Le Ministre en charge de l'Economie, le Procureur général, les membres des instances disciplinaires qui n'ont pas la qualité de réviseur d'entreprises et les membres de la Chambre de renvoi et de mise en état, du Conseil supérieur des Professions économiques et du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire ne peuvent être réviseur d'entreprises ni membre de l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux ni membre de l'Institut professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés.

Cette interdiction s'applique aux anciens réviseurs d'entreprises ayant quitté la profession depuis moins de trois ans et à ceux qui, depuis moins de trois ans, ont effectué un contrôle légal des comptes, ont détenu un droit de vote dans un cabinet d'audit, ont fait partie de l'organe d'administration ou de gestion d'un cabinet d'audit et ont été employés par un cabinet d'audit ou ont été associés.

CHAPITRE VIII. — *De la discipline professionnelle**Section 1^{re}. — De la Chambre de renvoi et de mise en état**Sous-section 1^{re}. — Composition et financement*

Art. 44. § 1^{er}. Il est créé un organisme d'intérêt public, dénommé Chambre de renvoi et de mise en état, qui est doté de la personnalité juridique.

§ 2. La Chambre de renvoi et de mise en état est dirigée par un organe composé de trois directeurs, dont le président. Les membres de cet organe portent le titre de rapporteur. Deux tiers des rapporteurs au plus relèvent du même rôle linguistique.

Cet organe est chargé de la gestion opérationnelle de la Chambre de renvoi et de mise en état et pose tous les actes nécessaires à l'exécution des missions de la Chambre de renvoi et de mise en état.

Il s'agit d'un collège qui délibère conformément aux règles habituelles des organes collégiaux, sauf exceptions déterminées par la loi ou par le Roi.

§ 3. Le Président de la Chambre de renvoi et de mise en état assume également les tâches administratives pour cette Chambre.

§ 4. L'article 458 du Code pénal est d'application pour les rapporteurs.

§ 5. Le Roi nomme un membre de la Chambre de renvoi et de mise en état sur proposition du Ministre de l'Economie, un autre membre sur proposition du Ministre de la Justice et le Président sur proposition conjointe du Ministre de l'Economie et du Ministre de la Justice.

Le Roi peut, sur proposition conjointe du Ministre de l'Economie et du Ministre de la Justice, mettre fin au mandat d'un rapporteur, en ce compris du Président, soit avec l'accord du rapporteur concerné soit pour motifs justes et graves dans l'intérêt de la Chambre.

Les modalités de fonctionnement de la Chambre de renvoi et de mise en état sont réglées par le Roi.

Le Roi peut étendre la composition de l'organe de la Chambre de renvoi et de mise en état, dont le nombre de rapporteurs ne peut dépasser sept.

HOOFDSTUK VII. — *Publiek toezicht*

Art. 43. § 1. Het systeem van publiek toezicht, waarop de eindverantwoordelijkheid van het toezicht rust, is samengesteld uit de Minister die bevoegd is voor Economie, de Procureur-generaal, de Kamer van verwijzing en instaatstelling, de Hoge Raad voor Economische Beroepen, het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris en de tuchtinstanties.

De werkprogramma's en de activiteitenverslagen van de organen van publiek toezicht worden jaarlijks gepubliceerd volgens de door het in het artikel 77, § 1, bedoelde orgaan bepaalde modaliteiten.

§ 2. De Minister die bevoegd is voor Economie, de Procureur-generaal, de leden van de tuchtinstanties die niet de hoedanigheid van bedrijfsrevisor bezitten en de leden van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en van het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris mogen geen bedrijfsrevisor zijn en evenmin lid zijn van het Instituut van de Accountants en de Belastingconsulenten of van het Beroepsinstituut van de erkende Boekhouders en Fiscalisten.

Dit verbod is van toepassing op de oud-bedrijfsrevisoren die het beroep sinds minder dan drie jaar hebben verlaten en degenen die sinds minder dan drie jaar voorafgaand aan hun betrokkenheid bij het beheer van het stelsel van publiek toezicht wettelijke controles van jaarrekeningen hebben verricht, stemrecht in een auditkantoor hebben bezeten, lid zijn geweest van het bestuursorgaan van een auditkantoor en in dienst zijn geweest van of verbonden zijn geweest met een auditkantoor.

HOOFDSTUK VIII. — *Beroepstucht**Afdeling 1. — Kamer van Verwijzing en instaatstelling**Onderafdeling 1. — Samenstelling en financiering*

Art. 44. § 1. Er wordt een instelling van openbaar nut, genaamd Kamer van verwijzing en instaatstelling opgericht, bekleed met rechts-persoonlijkheid.

§ 2. De Kamer van verwijzing en instaatstelling wordt geleid door een orgaan samengesteld uit drie directeurs waaronder de voorzitter. De leden van dit orgaan dragen de titel van verslaggever. Ten hoogste twee derde van de verslaggevers behoort tot dezelfde taalrol.

Dit orgaan staat in voor het operationeel bestuur van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, en stelt alle handelingen die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

Het betreft een college dat beraadslaagt volgens de gewone regels van collegiale organen behoudens uitzonderingen bepaald bij wet of door de Koning.

§ 3. De voorzitter van de Kamer van verwijzing en instaatstelling neemt tevens de administratieve taken voor deze Kamer waar.

§ 4. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de verslaggevers.

§ 5. De Koning benoemt een lid van de Kamer van verwijzing en instaatstelling op voorstel van de Minister van Economie, een ander lid op voorstel van de Minister van Justitie en de Voorzitter op gezamenlijk voorstel van de Minister van Economie en de Minister van Justitie.

De Koning kan, op gezamenlijk voorstel van de Minister van Economie en de Minister van Justitie, het mandaat van een verslaggever, met inbegrip van de Voorzitter, beëindigen, hetzij met het akkoord van de betrokkene hetzij om wettige en gewichtige redenen in het belang van de Kamer.

De werkingsmodaliteiten van de Kamer van verwijzing en instaatstelling worden door de Koning vastgelegd.

De Koning kan de samenstelling van het orgaan van de Kamer van verwijzing en instaatstelling uitbreiden, zonder dat het aantal verslaggevers zeven overschrijdt.

Sans préjudice de l'article 43, § 2, de la présente loi, est incompatible avec la fonction de rapporteur, la qualité de membre de l'Institut, de membre du Conseil Supérieur des Professions économiques et de membre du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire. Les rapporteurs justifient des compétences requises par la Directive européenne du 17 mai 2006 relative au contrôle légal des comptes. Sont présumés justifier desdites compétences :

- a) les magistrats,
- b) les avocats,
- c) les juristes d'entreprises,
- d) les notaires, et
- e) les autres titulaires d'un diplôme de niveau master qui justifient d'une expérience utile dans les matières visées par la Directive européenne précitée.

§ 6. Les rapporteurs bénéficient d'un statut de mandataire et perçoivent une rémunération mensuelle y afférant, qui doit garantir leur indépendance.

Art. 45. § 1^{er}. Le financement de la Chambre de renvoi et de mise en état est pris en charge par l'Institut.

§ 2. La rémunération du président et des rapporteurs est fixée par le Roi, sur proposition du Ministre en charge de l'Economie. Cette rémunération ne peut être supérieure à la moitié du traitement octroyé au Premier Président du Conseil d'Etat, auquel sont automatiquement ajoutées les augmentations et avantages y afférents, compte tenu d'une ancienneté de 35 ans.

§ 3. Le budget de la Chambre de renvoi et de mise en état est fixé chaque année sur la base des frais de l'année écoulée, avec un maximum de 400.000 €.

§ 4. La Chambre peut disposer de l'infrastructure mise en place à cet effet par l'Institut.

§ 5. Les frais et honoraires sollicités par l'expert spécialement désigné par la Chambre de renvoi et de mise en état conformément à l'article 49, § 2 sont supportés par l'Institut.

A défaut d'accord de l'Institut sur le montant des frais et honoraires, la partie la plus diligente soumettra l'incident à la Commission de discipline qui les taxera.

Sous-section 2. — Compétences

Art. 46. § 1^{er}. La Chambre de renvoi et de mise en état est compétente pour :

- a) la mise en état des affaires disciplinaires, instruites par le Conseil;
- b) enjoindre au Conseil d'ouvrir un dossier de surveillance à l'encontre d'un réviseur d'entreprises;
- c) enjoindre au Conseil des devoirs d'instruction complémentaires;
- d) le règlement de la procédure relatif aux plaintes à l'encontre d'un réviseur d'entreprises;
- e) enjoindre au Conseil d'instruire toute plainte reçue à l'encontre d'un réviseur d'entreprises, conformément à l'article 49;
- f) l'appréciation des conclusions des contrôles de qualité conformément à l'article 50;
- g) la demande adressée au Conseil d'enjoindre à un réviseur d'entreprises de mettre un terme à une situation contestée, conformément à l'article 36, § 1^{er}.

§ 2. La Chambre de renvoi et de mise en état est également compétente pour approuver la liste annuelle des contrôles de qualité à effectuer par le Conseil.

§ 3. La Chambre de renvoi et de mise en état n'est pas compétente en matière de discipline des stagiaires.

§ 4. La Chambre de renvoi et de mise en état peut à tout moment prendre connaissance de l'évolution de l'instruction d'un ou de plusieurs dossiers. Les informations ainsi demandées seront transférées à la Chambre de renvoi et de mise en état par le président de l'Institut dans les cinq jours ouvrables. Le cas échéant, la Chambre de renvoi et de mise en état, peut déléguer un de ses membres pour assister aux devoirs d'instruction menés par le Conseil.

§ 5. La Chambre de renvoi et de mise en état publie annuellement ses programmes de travail ainsi que ses rapports d'activités.

§ 6. Les modalités de la procédure d'instruction et de mise en état sont fixées par le Roi.

Onverminderd artikel 43, § 2 van onderhavige wet is de hoedanigheid van lid van het Instituut, van lid van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen en van lid van het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris onverenigbaar met de functie van verslaggever. De verslaggevers tonen de door de Europese Richtlijn van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controle van jaarrekeningen vereiste bekwaamheden aan. Worden vermoed vermelde bekwaamheden aan te tonen :

- a) magistraten,
- b) advocaten,
- c) bedrijfsjuristen,
- d) notarissen, en
- e) andere houders van een masterdiploma die een nuttige ervaring in de door voormelde Europese Richtlijn beoogde materies aantonen.

§ 6. De verslaggevers genieten het statuut van mandataris en ontvangen een bijhorende maandelijks bezoldiging, welke hun onafhankelijkheid moet waarborgen.

Art. 45. § 1. De financiering van de Kamer van verwijzing en instaatstelling wordt ten laste genomen door het Instituut.

§ 2. De bezoldiging van de voorzitter en de verslaggevers wordt vastgesteld door de Koning op voorstel van de Minister bevoegd voor Economie. Deze bezoldiging mag niet meer bedragen dan de helft van de wedde die wordt verleend aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State, automatisch vermeerderd met de verhogingen en voordelen die aan die wedde verbonden zijn, rekening houdend met een anciënniteit van 35 jaar.

§ 3. De begroting van de Kamer van verwijzing en instaatstelling wordt jaarlijks vastgesteld op basis van de kosten van het verlopen jaar, met een maximum van 400.000 €.

§ 4. De kamer kan beschikken over de infrastructuur die te dien einde ter beschikking wordt gesteld door het Instituut.

§ 5. De kosten en honoraria, gevraagd door de expert speciaal aangesteld door de Kamer van verwijzing en instaatstelling overeenkomstig artikel 49, § 2 worden gedragen door het Instituut.

Bij gebrek aan een akkoord van het Instituut over het bedrag van de kosten en honoraria, legt de meest gereede partij het geschil voor aan de Tuchtcommissie die deze zal belasten.

Onderafdeling 2. — Bevoegdheden

Art. 46. § 1. De Kamer van verwijzing en instaatstelling is bevoegd voor :

- a) de instaatstelling van tuchtzaken die in vooronderzoek werden genomen door de Raad;
- b) het gelasten van de Raad om een toezichtsdossier te openen lastens een bedrijfsrevisor;
- c) het gelasten van de Raad om bijkomende onderzoeken uit te voeren;
- d) de regeling van de procedure betreffende klachten lastens een bedrijfsrevisor;
- e) het gelasten van de Raad om iedere klacht, ontvangen lastens een bedrijfsrevisor, in vooronderzoek te nemen overeenkomstig artikel 49;
- f) de beoordeling van de conclusies van de kwaliteitscontroles overeenkomstig artikel 50;
- g) het verzoek aan de Raad om aan een bedrijfsrevisor de verplichting op te leggen een einde te maken aan een omstreden toestand, overeenkomstig artikel 36, § 1.

§ 2. De Kamer van verwijzing en instaatstelling is tevens bevoegd voor de goedkeuring van de jaarlijkse lijst van de te verrichten kwaliteitscontroles, zoals deze werden goedgekeurd, door de Raad.

§ 3. De Kamer van verwijzing en instaatstelling is niet bevoegd in tuchtzaken betreffende stagiaires.

§ 4. De Kamer van verwijzing en instaatstelling kan ten allen tijde kennis nemen van de evolutie van het onderzoek van één of meerdere dossiers. De aldus gevraagde inlichtingen zullen binnen een termijn van hoogstens vijf werkdagen door de voorzitter van het Instituut aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling worden overgemaakt. In voorkomend geval kan de Kamer van verwijzing en instaatstelling aan één van zijn leden delegatie verlenen om de door de Raad geleide onderzoeken bij te wonen.

§ 5. De Kamer van verwijzing en instaatstelling publiceert jaarlijks zijn werkprogramma's en activiteitenverslagen.

§ 6. De modaliteiten van de procedure van vooronderzoek worden bepaald door de Koning.

Art. 47. Lorsqu'il s'est saisi d'initiative d'un dossier, le Conseil saisit la Chambre de renvoi et de mise en état s'il estime que les faits doivent donner lieu à des poursuites disciplinaires.

Art. 48. § 1^{er}. Le Conseil ou la Chambre de renvoi et de mise en état peuvent être saisis soit par le Procureur général soit par une plainte de tout tiers intéressé.

§ 2. Lorsqu'il a été saisi d'une plainte conformément au paragraphe premier, le Conseil instruit la plainte et saisit la Chambre de renvoi et de mise en état à l'issue de l'instruction.

Art. 49. § 1^{er}. Lorsqu'elle est saisie d'une plainte, la Chambre de renvoi et de mise en état requiert le Conseil d'instruire la plainte qu'elle a reçue à l'encontre d'un réviseur d'entreprises et de lui faire rapport, à moins que la plainte ne soit manifestement irrecevable ou non fondée.

§ 2. La Chambre de renvoi et de mise en état peut désigner, à l'unanimité de ses rapporteurs, un expert qui instruira le dossier.

Cet expert désigné est soit un membre de la Chambre de renvoi et de mise en état, soit un réviseur d'entreprises qui remplit les conditions d'éligibilité au Conseil, ou un réviseur d'entreprises honoraire.

Art. 50. § 1^{er}. Les conclusions des contrôles de qualité approuvés par le Conseil, autres que les propositions de renvoi vers les instances disciplinaires, sont communiquées sur base trimestrielle à la Chambre de renvoi et de mise en état.

§ 2. Celle-ci renvoie le dossier au Conseil lorsqu'elle n'approuve pas la conclusion prise par ce dernier. La Chambre de renvoi et de mise en état justifie les raisons de la non-approbation.

Art. 51. § 1^{er}. Le Conseil transmet annuellement à la Chambre de renvoi et de mise en état la liste des contrôles de qualité à effectuer au cours de l'année à venir.

§ 2. Lorsque la Chambre de renvoi et de mise en état reçoit la liste visée au paragraphe 1^{er}, elle peut enjoindre au Conseil de soumettre un réviseur d'entreprises non repris dans cette liste à un contrôle de qualité rapproché.

Section 2. — Instruction et mise en état

Art. 52. Le Conseil est compétent pour l'instruction des affaires disciplinaires, sans préjudice des compétences de la Chambre de renvoi et de mise en état.

Art. 53. A l'issue de l'instruction, le Conseil ou l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 soumet à la Chambre de renvoi et de mise en état, un rapport dans lequel sont exposés les faits avec référence aux dispositions légales, réglementaires ou disciplinaires applicables.

Après avoir décidé du renvoi d'un réviseur d'entreprises devant la Commission de discipline, sans avoir approuvé le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, la Chambre de renvoi et de mise en état requiert du Conseil ou de l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2, qu'il rédige ou modifie, dans un délai de deux mois, en se conformant à la décision rendue, un rapport dans lequel ils exposent les faits reprochés au réviseur d'entreprises.

Le rapport dont question aux alinéas 1^{er} et 2 peut comprendre entre autres une description des antécédents disciplinaires non effacés du réviseur d'entreprises concerné, ainsi qu'une proposition de sanction.

Art. 54. Lorsque la Chambre de renvoi et de mise en état juge que les faits soumis sont constitutifs de charges suffisantes à l'égard du réviseur d'entreprises poursuivi, elle renvoie sa décision, accompagnée du rapport visé à l'article 53, devant la Commission de discipline.

Art. 55. La décision de la Chambre de renvoi et de mise en état est notifiée par courrier recommandé, au réviseur d'entreprises concerné et au Conseil et, le cas échéant, à l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2.

Art. 56. La décision de la Chambre de renvoi et de mise en état n'est pas susceptible d'opposition.

Art. 57. La décision de la Chambre de renvoi et de mise en état n'est pas susceptible d'appel.

Art. 47. Wanneer hij ambtshalve gevat wordt door een dossier, adieert de Raad de Kamer van verwijzing en instaatstelling indien hij van oordeel is dat de feiten aanleiding moeten geven tot tuchtrechtelijke vervolgingen.

Art. 48. § 1. De Raad of de Kamer van verwijzing en instaatstelling kunnen hetzij door de Procureur-generaal, hetzij door een klacht van iedere belanghebbende worden geadeerd.

§ 2. Wanneer hij gevat is door een klacht overeenkomstig de eerste paragraaf, neemt de Raad de klacht in vooronderzoek en vat hij de Kamer van verwijzing en instaatstelling na afloop van het vooronderzoek.

Art. 49. § 1. Wanneer een klacht bij haar is ingediend, verzoekt de Kamer van verwijzing en instaatstelling de Raad om de klachten die zij ontvangen heeft lastens een bedrijfsrevisor in vooronderzoek te nemen en haar erover verslag uit te brengen, tenzij de klacht klaarblijkelijk onontvankelijk of ongegrond zou zijn.

§ 2. De Kamer van verwijzing en instaatstelling kan bij unanimité van haar verslaggevers een expert aanduiden die het dossier in vooronderzoek zal nemen.

Deze aangeduide expert is hetzij een lid van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, hetzij een bedrijfsrevisor die de voorwaarden van verkiesbaarheid voor de Raad vervult, of een erebedrijfsrevisor.

Art. 50. § 1. De door de Raad goedgekeurde conclusies van de kwaliteitscontroles, andere dan de voorstellen tot verwijzing naar de tuchtinstancies, worden op driemaandelijke basis meegedeeld aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

§ 2. Laatstgenoemde verzendt het dossier opnieuw naar de Raad wanneer zij de door de Raad genomen conclusie niet goedkeurt. De Kamer van verwijzing en instaatstelling motiveert de redenen van haar niet-goedkeuring.

Art. 51. § 1. De Raad maakt jaarlijks de lijst van de in het komende jaar uit te voeren kwaliteitscontroles over aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

§ 2. Wanneer de Kamer van verwijzing en instaatstelling de in de eerste paragraaf bedoelde lijst ontvangt, kan zij de Raad gelasten om een bedrijfsrevisor, die niet in deze lijst is opgenomen, te onderwerpen aan een vervroegde kwaliteitscontrole.

Afdeling 2. — Vooronderzoek en instaatstelling

Art. 52. De Raad is bevoegd voor het vooronderzoek, onverminderd de bevoegdheden van de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

Art. 53. Na afloop van het vooronderzoek zal de Raad of de speciaal daartoe overeenkomstig artikel 49, § 2 aangeduide expert een verslag overmaken aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling waarin de feiten worden uiteengezet met verwijzing naar de wettelijke, reglementaire en tuchtrechtelijke bepalingen van toepassing.

Na beslist te hebben tot verwijzing van de bedrijfsrevisor voor de Tuchtcommissie, zonder het in het eerste lid bedoelde verslag te hebben goedgekeurd, vordert de Kamer van verwijzing en instaatstelling de Raad of de speciaal daartoe overeenkomstig artikel 49, § 2 aangeduide expert dat deze, binnen een termijn van twee maanden, een verslag opstelt of wijzigt waarbij hij zich voegt naar de genomen beslissing en waarin de feiten worden uiteengezet die aan de bedrijfsrevisor worden verweten.

Het verslag waarvan sprake is in het eerste en tweede lid kan onder andere een beschrijving bevatten van het niet gewiste tuchtrechtelijke verleden van de betrokken bedrijfsrevisor alsook een voorstel tot sanctie.

Art. 54. Indien de Kamer van verwijzing en instaatstelling oordeelt dat de voorgelegde feiten aanleiding kunnen geven tot voldoende tenlasteleggingen lastens de vervolgdde bedrijfsrevisor, zendt zij haar beslissing, vergezeld van het in artikel 53 bedoeld verslag naar de Tuchtcommissie.

Art. 55. De beslissing van de Kamer van verwijzing en instaatstelling wordt per aangetekend schrijven betekend aan de betrokken bedrijfsrevisor en aan de Raad en in voorkomend geval, aan de speciaal daartoe overeenkomstig artikel 49, § 2 aangeduide expert.

Art. 56. De beslissing van de Kamer van verwijzing en instaatstelling is niet vatbaar voor verzet.

Art. 57. De beslissing van de Kamer van verwijzing en instaatstelling is niet vatbaar voor beroep.

Section 3. — Les instances disciplinaires

Sous-section 1^{re}. — La Commission de discipline

Art. 58. § 1^{er}. La discipline professionnelle est exercée en première instance par une Commission de discipline.

§ 2. Cette Commission comprend deux chambres, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise. Chaque chambre est composée d'un président, juge en fonction au Tribunal de commerce au moment de sa nomination, ainsi que d'un membre indépendant de la profession de réviseur d'entreprises désigné par le Roi sur proposition du Ministre de l'Economie et d'un réviseur d'entreprises nommé par le Conseil. Le président est nommé par le Roi sur proposition du Ministre de la Justice. Pour chaque membre effectif, il est désigné au moins un membre suppléant.

§ 3. Les membres effectifs et suppléants sont nommés pour une période renouvelable de six ans. Cependant, lorsque le terme du mandat d'un membre effectif ou suppléant est échu, il reste en fonction jusqu'à son renouvellement ou la nomination de son successeur.

Art. 59. § 1^{er}. La Commission de discipline est saisie soit directement par le Procureur général, soit par la Chambre de renvoi et de mise en état qui lui adresse l'original de la décision de renvoi accompagnée du rapport visé à l'article 53.

§ 2. Le Procureur général ne peut saisir directement la Commission de discipline s'il a antérieurement saisi la Chambre de renvoi et de mise en état des mêmes faits et à charge du même réviseur d'entreprises concerné.

Art. 60. § 1^{er}. La Commission de discipline ne peut prononcer une peine disciplinaire que si le réviseur d'entreprises intéressé a été invité par lettre recommandée à la poste, adressée au moins trente jours à l'avance, à se présenter devant la Commission de discipline.

Cette lettre contient, sous peine de nullité, une copie, selon le cas, de la décision de renvoi visée à l'article 53, alinéa 1^{er} ou 2, ainsi que, le cas échéant, du rapport visé à l'article 53. Il mentionne la faculté de consulter le dossier et invite le réviseur d'entreprises à adresser à la Commission de discipline un mémoire en défense auquel sont joints tous les documents utiles à sa défense.

§ 2. Le réviseur d'entreprises intéressé bénéficie d'un droit de récusation dans les cas prévus à l'article 828 du Code judiciaire.

La Commission de discipline autrement composée statue sur la récusation.

§ 3. Le réviseur d'entreprises peut faire valoir sa défense verbalement ou par écrit.

§ 4. La procédure a lieu publiquement, sauf demande contraire expresse du réviseur d'entreprises concerné ou lorsque la publicité porte atteinte à la moralité, à l'ordre public, à la sécurité nationale, à l'intérêt des mineurs, à la protection de la vie privée, à l'intérêt de la justice ou au secret professionnel au sens de l'article 79 de la présente loi.

Art. 61. § 1^{er}. Les décisions de la Commission de discipline sont motivées. Elles sont notifiées sous pli recommandé à la poste, au réviseur d'entreprises intéressé, au Conseil, le cas échéant à l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2, à la Chambre de renvoi et de mise en état et au Procureur général près la Cour d'appel.

Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles concernant les délais d'opposition et d'appel et les modalités selon lesquelles l'opposition ou l'appel peuvent être formés. À défaut de ces mentions, la notification est nulle.

§ 2. Le Procureur général près la Cour d'appel, le Conseil et la Chambre de renvoi et de mise en état peuvent demander communication du dossier complet de la procédure devant la Commission de discipline.

Art. 62. Celui à charge duquel une décision disciplinaire par défaut a été rendue peut faire opposition à cette décision dans un délai de trente jours.

Pour être recevable, l'opposition doit être notifiée dans le délai prescrit à la Commission de discipline sous pli recommandé à la poste. Lorsque l'opposant fait défaut une seconde fois, une nouvelle opposition n'est plus recevable.

Afdeling 3. — De tuchtinstancies

Onderafdeling 1. — De Tuchtcommissie

Art. 58. § 1. De beroepstucht wordt in eerste aanleg gehandhaafd door een Tuchtcommissie.

§ 2. Deze Commissie bestaat uit twee kamers, waarvan één Nederlandstalige en één Franstalige. Elk van beide kamers is samengesteld uit een voorzitter, rechter in functie in de Rechtbank van Koophandel op het ogenblik van zijn benoeming, alsmede uit een lid die niet behoort tot het beroep van bedrijfsrevisor en die wordt benoemd door de Koning op voordracht van de Minister van Economie en uit een door de Raad aangeduide bedrijfsrevisor. De voorzitter wordt benoemd door de Koning op voordracht van de Minister van Justitie. Voor elk effectief lid wordt minstens een plaatsvervangend lid aangewezen.

§ 3. De effectieve en plaatsvervangende leden worden voor een hernieuwbare periode van zes jaar benoemd. Wanneer evenwel de termijn van het mandaat van effectief lid of van plaatsvervangend lid is afgelopen, blijft hij in functie tot zijn herbenoeming of de benoeming van zijn opvolger.

Art. 59. § 1. De Tuchtcommissie wordt gevat ofwel rechtsreeks door de Procureur-generaal, ofwel door de Kamer van verwijzing en instaatstelling die haar het originele exemplaar van de beslissing tot verwijzing overmaakt, vergezeld van het verslag bedoeld in artikel 53.

§ 2. De Procureur-generaal kan de Tuchtcommissie niet rechtstreeks vatten in geval hij vooraf de Kamer van verwijzing en instaatstelling heeft gevat omtrent dezelfde feiten en lastens dezelfde betrokken bedrijfsrevisor.

Art. 60. § 1. De Tuchtcommissie kan geen tuchtstraf uitspreken tenzij de betrokken revisor, bij een ten minste dertig dagen vooraf toegezonden aangetekende brief, is uitgenodigd om voor de Tuchtcommissie te verschijnen.

Deze brief bevat, op straffe van nietigheid, een kopie, naar gelang het geval, van de beslissing tot verwijzing bedoeld in het artikel 53, eerste of tweede lid, alsook in voorkomend geval, van het verslag bedoeld in artikel 53. Het vermeldt de mogelijkheid om inzage te nemen van het dossier en nodigt de bedrijfsrevisor uit aan de Tuchtcommissie een verweerschrift te richten waarbij alle voor zijn verweer nuttige stukken zijn gevoegd.

§ 2. De betrokken bedrijfsrevisor heeft een recht van wraking in de gevallen bepaald bij artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek.

Over de wraking beslist de Tuchtcommissie anders samengesteld.

§ 3. De bedrijfsrevisor mag zijn verweer mondeling of schriftelijk doen gelden.

§ 4. De procedure vindt in het openbaar plaats, behoudens tegengestelde uitdrukkelijke vraag van de betrokken bedrijfsrevisor of wanneer de openbaarheid een aantasting uitmaakt van de goede zeden, de openbare orde, de nationale veiligheid, het belang van de minderjarigen, de bescherming van het privé-leven, het belang van de rechtspraak of het beroepsgeheim in de zin van artikel 79 van onderhavige wet.

Art. 61. § 1. De beslissingen van de Tuchtcommissie zijn met redenen omkleed. Zij worden, bij een ter post aangetekende brief, ter kennis gebracht van de betrokken bedrijfsrevisor, van de Raad, in voorkomend geval, van de speciaal daartoe overeenkomstig artikel 49, § 2 aange-stelde expert, van de Kamer van verwijzing en instaatstelling en van de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

Samen met deze betekening worden alle gepaste inlichtingen verstrekt betreffende de termijn van verzet en van hoger beroep, en de wijze waarop verzet of hoger beroep tegen de beslissing kan worden ingesteld. Bij ontstentenis van deze vermeldingen is de kennisgeving nietig.

§ 2. De Procureur-generaal bij het Hof van Beroep, de Raad en de Kamer van verwijzing en instaatstelling kunnen het volledige dossier van de procedure voor de Tuchtcommissie ter inzage vragen.

Art. 62. Hij tegen wie een tuchtbeslissing bij verstek is gewezen, kan daartegen verzet doen binnen een termijn van dertig dagen.

Om toelaatbaar te zijn moet het verzet bij aangetekende brief, gepost binnen de gestelde termijn ter kennis van de Tuchtcommissie worden gebracht. Wanneer de eiser in verzet een tweede maal verstek laat gaan, is een nieuw verzet niet meer toelaatbaar.

Sous-section 2. — La Commission d'appel

Art. 63. § 1^{er}. L'appel des décisions de la Commission de discipline est introduit auprès de la Commission d'appel.

§ 2. Cette Commission comprend deux chambres, l'une d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise.

Chaque chambre est composée d'un président, conseiller en fonction auprès d'une Cour d'Appel au moment de sa nomination, d'un juge au Tribunal de Commerce et d'un juge au Tribunal du Travail, les deux en fonction au moment de leur nomination, tous présentés par le Ministre de la Justice et nommés par le Roi ainsi que de deux réviseurs d'entreprises élus par l'assemblée générale de l'Institut. Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

§ 3. Les membres effectifs et suppléants sont nommés pour une période renouvelable de six ans. Cependant, lorsque le terme du mandat d'un membre effectif ou suppléant est échu, il reste en fonction jusqu'à son renouvellement ou la nomination de son successeur.

Art. 64. § 1^{er}. Le réviseur d'entreprises intéressé peut interjeter appel par pli recommandé adressé à la Commission d'appel dans un délai de trente jours à dater de la notification.

La Commission d'appel notifie l'acte d'appel par pli recommandé, adressé dans les deux jours ouvrables suivant la réception de l'acte, au Procureur général près la Cour d'appel, au Conseil, le cas échéant à l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 de la loi, ainsi qu'à la Chambre de renvoi et de mise en état.

§ 2. Le Procureur général près la Cour d'appel, le Conseil et le cas échéant l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 de la loi, peuvent interjeter appel par pli recommandé adressé à la Commission d'appel dans un délai de quarante jours à dater de la notification.

La Commission d'appel notifie l'acte d'appel, par pli recommandé, dans les deux jours ouvrables suivant la réception de l'acte au réviseur d'entreprises intéressé, au Conseil, le cas échéant à l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 de la loi, et au Procureur général près la Cour d'appel.

Art. 65. L'article 60 est d'application, étant entendu que les termes "Commission de discipline" doivent être lus comme "Commission d'appel".

Art. 66. § 1^{er}. Les décisions de la Commission d'appel sont motivées. Elles sont notifiées sans retard sous pli recommandé à la poste au réviseur d'entreprises intéressé, au Conseil, le cas échéant à l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 de la loi, à la Chambre de renvoi et de mise en état et au Procureur général près la Cour d'appel.

Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles concernant les délais d'opposition et de pourvoi en cassation ainsi que les modalités selon lesquelles l'opposition et le pourvoi en cassation peuvent être formés. A défaut de ces mentions, la notification est nulle.

§ 2. Le Procureur général près la Cour d'appel, le Conseil et la Chambre de renvoi et de mise en état peuvent demander communication du dossier complet de la procédure devant la Commission d'appel.

Art. 67. L'article 62 est d'application, étant entendu que les termes "Commission de discipline" doivent être lus comme "Commission d'appel".

Art. 68. § 1^{er}. Endéans les trois mois, à dater de la notification, toute décision de la Commission d'appel peut être déférée par le réviseur d'entreprises concerné, le Conseil, le cas échéant l'expert spécialement désigné conformément à l'article 49, § 2 de la loi, ou le Procureur général près la Cour d'appel, à la Cour de cassation selon les formes des pourvois en matière civile.

§ 2. Le pourvoi en cassation est suspensif.

§ 3. Si la décision est annulée, la Cour de cassation renvoie la cause devant la Commission d'appel, autrement composée, qui se conforme à la décision de la Cour sur le point de droit jugé par elle.

Onderafdeling 2. — De Commissie van Beroep

Art. 63. § 1. Het hoger beroep tegen beslissingen van de Tuchtcommissie wordt aanhangig gemaakt bij de Commissie van Beroep.

§ 2. Deze Commissie bestaat uit twee kamers waarvan één Nederlandstalige en één Franstalige.

Elk van beide kamers is samengesteld uit een voorzitter, raadsheer in functie bij een Hof van Beroep op het ogenblik van zijn benoeming, uit een rechter in een Rechtbank van Koophandel en een rechter in een Arbeidsrechtbank, beiden in functie op het ogenblik van hun benoeming, allen voorgedragen door de Minister van Justitie en benoemd door de Koning, alsmede uit twee bedrijfsrevisoren verkozen door de algemene vergadering van het Instituut. Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen.

§ 3. De effectieve en plaatsvervangende leden worden voor een hernieuwbare periode van zes jaar benoemd. Wanneer evenwel de termijn van het mandaat van een effectief of een plaatsvervangend lid is afgelopen, blijft hij in functie tot zijn herbenoeming of de benoeming van zijn opvolger.

Art. 64. § 1. De betrokken bedrijfsrevisor kan beroep aantekenen per aangetekend schrijven gericht aan de Commissie van Beroep binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de betekening.

De Commissie van Beroep betekent de akte van beroep per aangetekend schrijven verzonden binnen de twee werkdagen volgende op de ontvangst van de akte, aan de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep, aan de Raad en, in voorkomend geval, aan de speciaal daartoe, overeenkomstig artikel 49, § 2 van de wet, aangeduide expert, alsook aan de Kamer van verwijzing en instaatstelling.

§ 2. De Procureur-generaal bij het Hof van Beroep en de Raad en, in voorkomend geval, de speciaal daartoe, overeenkomstig artikel 49, § 2 van de wet, aangeduide expert, kunnen binnen een termijn van veertig dagen te rekenen vanaf de betekening, beroep aantekenen per aangetekend schrijven gericht aan de Commissie van Beroep.

De Commissie van Beroep betekent de akte van hoger beroep per aangetekende brief binnen de twee werkdagen na ontvangst van de akte aan de betrokken revisor, aan de Raad van het Instituut, in voorkomend geval aan de speciaal daartoe, overeenkomstig artikel 49, § 2 van de wet, aangeduide expert, en aan de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

Art. 65. Artikel 60 is van toepassing met dien verstande dat de term « Tuchtcommissie » dient vervangen te worden door « Commissie van Beroep ».

Art. 66. § 1. De beslissingen van de Commissie van Beroep zijn met redenen omkleed. Zij worden onverwijld, bij een ter post aangetekende brief, ter kennis gebracht van de betrokken bedrijfsrevisor, van de Raad, in voorkomend geval, of van de speciaal daartoe overeenkomstig artikel 49, § 2 aangestelde expert, van de Kamer van verwijzing en instaatstelling en van de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

Samen met deze betekening worden alle gepaste inlichtingen verstrekt betreffende de termijn van verzet en van cassatieberoep alsook de wijze waarop verzet of cassatieberoep tegen de beslissing kan worden ingesteld. Bij ontstentenis van deze vermeldingen is de kennisgeving nietig.

§ 2. De Procureur-generaal bij het Hof van Beroep, de Raad en de Kamer van verwijzing en instaatstelling kunnen het volledige dossier van de procedure voor de Commissie van Beroep ter inzage vragen.

Art. 67. Artikel 62 is van toepassing met dien verstande dat de term « Tuchtcommissie » dient te worden gelezen als « Commissie van Beroep ».

Art. 68. § 1. Binnen de drie maanden te rekenen van de dag waarop van iedere beslissing van de Commissie van Beroep kennis is gegeven, kan zij door de betrokken bedrijfsrevisor, de Raad, in voorkomend geval, de speciaal daartoe overeenkomstig artikel 49, § 2 aangeduide expert of door de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep, aan het Hof van Cassatie worden voorgelegd in de vormen van de voorzieningen in burgerlijke zaken.

§ 2. De voorziening in cassatie heeft schorsende kracht.

§ 3. Wordt de beslissing vernietigd, dan verwijst het Hof van Cassatie de zaak naar de Commissie van Beroep, anders samengesteld, die zich schikt naar de beslissing van het Hof betreffende het door hem beslechte rechtspunt.

Sous-section 3. — Dispositions communes aux instances disciplinaires

Art. 69. Sans préjudice des dispositions de la présente loi relatives à la discipline des réviseurs d'entreprises, les dispositions du Code judiciaire en matière de discipline des magistrats s'appliquent aux membres et membres suppléants de la Chambre de renvoi et de mise en état, de la Commission de discipline et de la Commission d'appel. Pour l'application de ces dispositions, un membre ou membre suppléant de la Chambre de renvoi et de mise en état, ou de la Commission de discipline est assimilé à un juge au tribunal de première instance, et un membre ou membre suppléant de la Commission d'appel est assimilé, à un conseiller de la Cour d'appel.

Art. 70. Le Conseil est tenu informé dans un délai de quinze jours, par la Commission de discipline et par la Commission d'appel des affaires dont elles sont saisies. Le Conseil peut, à tout moment, décider d'intervenir auprès de la Commission de discipline et de la Commission d'appel en vue d'exposer son point de vue sur les affaires en cours.

Art. 71. § 1^{er}. Les modalités d'organisation des instances disciplinaires, de la procédure devant celles-ci, des effets et de la publicité des sanctions sont fixées par le Roi.

§ 2. Les membres des instances disciplinaires perçoivent chacun 150 EUR au titre de jetons de présence par audience et 150 EUR au titre d'indemnité de vacation par demi-journée consacrée à d'autres prestations. Ces indemnités sont versées par l'Institut. Le Roi peut adapter ces montants en tenant compte de la charge de travail et peut fixer les modalités de paiement.

Sous-section 4. — Sanctions disciplinaires

Art. 72. § 1^{er}. Des sanctions disciplinaires peuvent être infligées par les instances disciplinaires aux réviseurs d'entreprises :

- 1° qui ont manqué aux obligations liées à l'exercice de la profession;
- 2° qui ont manqué aux principes de dignité, de probité, de prudence ou de délicatesse qui font la base de la profession;
- 3° qui ont manqué aux justes égards dus envers l'Institut ou ses organes.

§ 2. En cas de renvoi d'un réviseur d'entreprises personne physique devant la Commission de discipline, le cabinet de révision que ce réviseur d'entreprises représente le cas échéant, ne peut être renvoyé qu'en raison d'une faute disciplinaire distincte dans le chef du cabinet de révision même.

Art. 73. § 1^{er}. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées sont :

- a) l'avertissement;
- b) la réprimande;
- c) l'interdiction d'accepter ou de continuer certaines missions;
- d) la suspension pour un terme ne pouvant excéder une année assortie, le cas échéant, pour une suspension d'un mois au moins, de la publication de la suspension sur le site internet de l'Institut pendant la durée de ladite suspension;
- e) la radiation.

§ 2. La suspension emporte interdiction d'exercer des activités professionnelles en tant que réviseur d'entreprises en Belgique pour la durée prévue par la peine. La suspension emporte interdiction de participer aux délibérations et élections de l'assemblée générale, du Conseil et des Commissions de l'Institut, y compris la Commission de discipline et la Commission d'appel, pendant la durée de l'exécution de cette peine disciplinaire.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2 du présent article, lorsqu'une suspension d'un mois maximum est infligée à un cabinet de révision, celui-ci peut poursuivre ses activités professionnelles si, au plus tard le jour où la suspension doit prendre cours, il a versé à l'Institut un montant égal à autant de fois cinq cents euros qu'il compte d'associés, ayant la qualité de réviseur d'entreprises, multipliés par le nombre de jours ouvrables de suspension. Ce montant est considéré comme étant définitivement acquis à l'Institut.

Le montant de cinq cents euros peut être adapté par le Conseil en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Toute adaptation est publiée par le Conseil selon les modalités qu'il détermine.

§ 4. La radiation emporte interdiction d'exercer la profession de réviseur d'entreprises en Belgique.

Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 69. Onverminderd de bepalingen van onderhavige wet inzake de tucht van de bedrijfsrevisoren zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek inzake de tucht van de magistraten van toepassing op de leden en de plaatsvervangende leden van de Kamer van verwijzing en instaatstelling, van de Tuchtcommissie en van de Commissie van Beroep. Voor de toepassing van deze bepalingen wordt een lid of plaatsvervangend lid van de Kamer van verwijzing en instaatstelling of van de Tuchtcommissie gelijkgesteld met een rechter van de Rechtbank van Eerste Aanleg en wordt een lid of plaatsvervangend lid van de Commissie van Beroep gelijkgesteld met een raadsheer van het Hof van Beroep.

Art. 70. De Raad wordt binnen een termijn van vijftien dagen door de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep op de hoogte gehouden van de zaken die bij hen aanhangig zijn gemaakt. De Raad kan op elk ogenblik beslissen om bij de Tuchtcommissie of de Commissie van Beroep tussen te komen met het oog op het naar voren schuiven van zijn standpunt omtrent de aan de gang zijnde zaken.

Art. 71. § 1. De modaliteiten betreffende de organisatie van de tuchtinstanties en de procedure voor deze, de gevolgen en de publicatie van de sancties, worden door de Koning geregeld.

§ 2. De leden van de tuchtinstanties ontvangen elk 150 EUR aan zitpenningen per zitting en 150 EUR aan vacatievergoeding per halve dag besteed aan andere prestaties. Deze vergoedingen worden door het Instituut betaald. De Koning kan deze bedragen aanpassen rekening houdend met de werklust en kan de betalingsmodaliteiten bepalen

Onderafdeling 4. — Tucht sancties

Art. 72. § 1. Tucht sancties kunnen door de tuchtinstanties worden opgelegd aan de bedrijfsrevisoren die :

- 1° tekort gekomen zijn aan hun verplichtingen verbonden aan de uitoefening van het beroep;
- 2° tekort gekomen zijn aan de beginselen van waardigheid, rechtshapenheid, voorzichtigheid en kiesheid die ten grondslag liggen aan het beroep;
- 3° tekort gekomen zijn aan de rechtmatige achting die verschuldigd is ten aanzien van het Instituut of zijn organen.

§ 2. In geval van verwijzing van een bedrijfsrevisor natuurlijke persoon naar de Tuchtcommissie, kan het bedrijfsrevisorenkantoor, die deze bedrijfsrevisor in voorkomend geval vertegenwoordigt, enkel wegens een onderscheiden tuchtrechtelijke fout in hoofde van het bedrijfsrevisorenkantoor zelf worden doorverwezen.

Art. 73. § 1. De tucht sancties die kunnen worden opgelegd zijn :

- a) de waarschuwing;
- b) de berisping;
- c) het verbod om bepaalde opdrachten te aanvaarden of verder te zetten;
- d) de schorsing voor ten hoogste één jaar voorzien, in voorkomend geval, voor een schorsing van ten minste één maand, van de bekendmaking van de schorsing op de website van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren gedurende de duur van deze schorsing;
- e) de schrapping.

§ 2. De schorsing houdt verbod in het beroep van bedrijfsrevisor in België uit te oefenen voor de in de tuchtstraf bepaalde tijd. De schorsing houdt het verbod in om aan beraadslagingen en verkiezingen deel te nemen in de algemene vergadering, in de Raad en in commissies van het Instituut, de Tuchtcommissie en de Commissie van Beroep inbegrepen, zolang deze tuchtstraf uitwerking heeft.

§ 3. In afwijking van de tweede paragraaf van onderhavig artikel, wanneer er een schorsing van maximum één maand wordt opgelegd aan een bedrijfsrevisorenkantoor, kan dit zijn beroepsactiviteiten voortzetten, indien het uiterlijk de dag waarop de schorsing een aanvang moet nemen, een bedrag aan het Instituut heeft overgemaakt van zoveel maal vijfhonderd euro als het vennoten telt die de hoedanigheid van bedrijfsrevisor hebben, vermenigvuldigd met het aantal werkdagen van de schorsing. Dit bedrag wordt als definitief verworven door het Instituut beschouwd.

Het bedrag van vijfhonderd euro kan door de Raad worden aangepast in functie van de evolutie van de index van de consumptieprijzen. Iedere aanpassing wordt door de Raad bekendgemaakt volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

§ 4. De schrapping houdt verbod in om het beroep van bedrijfsrevisor in België uit te oefenen.

Art. 74. L'Institut prend les mesures nécessaires en vue de rendre dûment publiques les sanctions prévues par l'article 73, § 1^{er} prononcées contre les réviseurs d'entreprises.

Art. 75. § 1^{er}. Pour les besoins de l'article 22 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, la Commission de discipline et la Commission d'appel sont considérées comme étant les autorités disciplinaires compétentes.

§ 2. La Commission de discipline et la Commission d'appel peuvent décider de la publication de leur décision et de ses modalités.

Section 4. — De la discipline des stagiaires

Art. 76. § 1^{er}. Des sanctions disciplinaires peuvent être infligées aux stagiaires :

- 1° qui ont manqué à leurs obligations professionnelles;
- 2° qui ont manqué aux principes de dignité, de probité ou de délicatesse qui font la base de la profession;
- 3° qui ont manqué aux justes égards dus envers leur maître de stage, l'Institut ou ses organes.

§ 2. Après avoir entendu ou au moins dûment convoqué le stagiaire et le maître de stage par courriers recommandés adressés au moins quinze jours avant la date d'audience, accompagnés d'un rapport, établi par les rapporteurs désignés par le Conseil et dans lequel sont exposés les faits reprochés au stagiaire avec référence aux dispositions légales, réglementaires et/ou disciplinaires concernées, la Commission de stage peut infliger des sanctions disciplinaires au stagiaire qui ne respecte pas les règles en matière de discipline et de déontologie.

§ 3. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées sont :

- a) l'avertissement;
- b) la réprimande;
- c) la suspension pour un terme ne pouvant excéder une année;
- d) la radiation.

§ 4. La décision de la Commission de stage est motivée. Elle est notifiée sans retard par courrier recommandé au stagiaire, à son maître de stage, au Conseil et au Procureur général près la Cour d'appel.

Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles concernant les délais d'opposition et d'appel et les modalités selon lesquelles l'opposition ou l'appel peuvent être formés. A défaut de ces mentions, la notification est nulle.

§ 5. Le stagiaire ou le Conseil peut interjeter appel de la décision de la Commission de stage devant la Commission d'appel, dans un délai de 30 jours à dater de la notification.

La Commission d'appel notifie l'acte d'appel par pli recommandé, adressé dans les deux jours ouvrables suivant la réception de l'acte, au stagiaire, à son maître de stage, au Conseil et au Procureur général près la Cour d'appel.

§ 6. Le Conseil peut décider, à tout moment, d'intervenir auprès de la Commission d'appel, en vue d'exposer son point de vue sur l'affaire en cours.

§ 7. Les décisions de la Commission d'appel sont motivées. Elles sont notifiées sans retard sous pli recommandé au stagiaire intéressé, à son maître de stage, au Conseil et au Procureur général près la Cour d'appel.

§ 8. Cette notification est accompagnée de tous les renseignements utiles concernant les délais d'opposition et de pourvoi en cassation et les modalités selon lesquelles l'opposition et le pourvoi en cassation peuvent être formés. A défaut de ces mentions, la notification est nulle.

§ 9. L'article 65 est applicable.

§ 10. Le stagiaire ou le Conseil peut former un pourvoi en cassation selon les formes, les modalités et les délais prévus par l'article 68.

§ 11. La procédure relative à la discipline applicable au stagiaire est précisée par le Roi.

CHAPITRE IX. — Coopération nationale et internationale

Art. 77. § 1^{er}. Le Conseil supérieur des Professions économiques est désigné en qualité d'organe chargé de la coopération nationale entre les organes du système de supervision publique et chargé de la coopération internationale entre les systèmes de supervision publique des Etats membres de l'Union européenne, comme déterminé ci-après.

Art. 74. Het Instituut neemt de nodige maatregelen met het oog op het op passende wijze openbaar maken van de sancties voorzien in artikel 73, § 1, uitgesproken tegen de bedrijfsrevisoren.

Art. 75. § 1. Voor de toepassing van artikel 22 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van het terrorisme, worden de Tuchtcommissie en de Commissie van beroep beschouwd als bevoegde tuchtverheid.

§ 2. De Tuchtcommissie en de Commissie van beroep kunnen beslissen tot de openbaarmaking van hun beslissing en de modaliteiten ervan.

Afdeling 4. — Beroepstucht betreffende stagiairs

Art. 76. § 1. Tucht sancties kunnen worden opgelegd aan stagiairs :

- 1° die tekort gekomen zijn aan hun beroepsverplichtingen;
- 2° die tekort gekomen zijn aan de beginselen van waardigheid, rechtshapenheid en kiesheid die ten grondslag liggen aan het beroep
- 3° die tekort gekomen zijn aan de rechtmatige achting die verschuldigd is ten aanzien van hun stagemester, het Instituut of zijn organen.

§ 2. Na de stagiair en de stagemester te hebben gehoord of minstens rechtsgeldig te hebben opgeroepen per aangetekende brieven verstuurd minstens veertien dagen voor de hoorzitting, vergezeld van een verslag opgesteld door de verslaggevers aangesteld door de Raad en waarin de feiten worden uiteengezet die aan de stagiair worden verweten, met verwijzing naar de betrokken wettelijke, reglementaire en/of tuchtrechtelijke bepalingen, kan de stagecommissie tuchtrechtelijke sancties opleggen aan de stagiair die de regels inzake tucht en deontologie niet naleeft.

§ 3. De tucht sancties die kunnen worden opgelegd zijn :

- a) de waarschuwing;
- b) de berisping;
- c) de schorsing voor ten hoogste een jaar;
- d) de schrapping.

§ 4. De beslissingen van de Stagecommissie zijn met redenen omkleed. Zij worden onverwijld, bij een ter post aangetekende brief, ter kennis gebracht van de stagiair, zijn stagemester, de Raad en de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

Samen met deze betekening worden alle gepaste inlichtingen verstrekt betreffende de termijn van verzet en van hoger beroep, en de wijze waarop verzet of hoger beroep tegen de beslissing kan worden ingesteld. Bij ontstentenis van deze vermeldingen is de kennisgeving nietig.

§ 5. De stagiair of de Raad kunnen beroep aantekenen tegen de beslissing van de Stagecommissie voor de Commissie van Beroep binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de betekening.

De Commissie van Beroep betekent de akte van beroep per aangetekend schrijven verzonden binnen de twee werkdagen volgende op de ontvangst van de akte aan de stagiair, zijn stagemester, de Raad en de procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

§ 6. De Raad kan op elk ogenblik beslissen om tussen te komen bij de Commissie van Beroep met het oog op het uiteenzetten van zijn standpunt omtrent de lopende zaak.

§ 7. De beslissingen van de Commissie van Beroep zijn met redenen omkleed. Zij worden onverwijld, bij een ter post aangetekende brief, ter kennis gebracht van de betrokken stagiair, zijn stagemester, de Raad en de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep.

§ 8. Samen met deze betekening worden alle gepaste inlichtingen verstrekt betreffende de termijn van verzet en van cassatieberoep, en de wijze waarop verzet of cassatieberoep tegen de beslissing kan worden ingesteld. Bij ontstentenis van deze vermeldingen is de kennisgeving nietig.

§ 9. Artikel 65 is van toepassing.

§ 10. De stagiair of de Raad kan cassatieberoep aantekenen volgens de wijzen en modaliteiten en binnen de termijnen voorzien in artikel 68.

§ 11. De tuchtprocedure van toepassing op de stagiairs wordt door de Koning gepreciseerd.

HOOFDSTUK IX. — Nationale en internationale samenwerking

Art. 77. § 1. De Hoge Raad voor de Economische Beroepen wordt aangeduid als orgaan dat belast is met de nationale samenwerking tussen de organen van het systeem van publiek toezicht en belast is met de internationale samenwerking tussen stelsels van publiek toezicht van Lidstaten van de Europese Unie, zoals hierna bepaald.

§ 2. L'Institut, le Ministre en charge de l'Economie, le Procureur général, la Chambre de renvoi et de mise en état, le Conseil supérieur des Professions économiques, le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire et les instances disciplinaires coopèrent entre eux autant que de besoin pour s'acquitter de leurs responsabilités respectives. Ces autorités se fournissent mutuellement assistance. En particulier, elles s'échangent des informations et coopèrent aux enquêtes relatives au déroulement des contrôles légaux des comptes.

§ 3. L'Institut, le Ministre en charge de l'Economie, le Procureur général, la Chambre de renvoi et de mise en état, le Conseil supérieur des Professions économiques, le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire et les instances disciplinaires coopèrent avec les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne autant que nécessaire pour s'acquitter de leurs responsabilités respectives. Ces autorités se fournissent mutuellement assistance. En particulier, elles s'échangent des informations et coopèrent aux enquêtes relatives au déroulement des contrôles légaux des comptes.

Il en va de même vis-à-vis des autorités compétentes d'un pays tiers en cas d'accord international à condition que celui-ci contienne une clause de réciprocité.

§ 4. Le Roi peut déterminer les modalités relatives à l'échange des informations confidentielles et à la coopération entre les autorités compétentes visées aux paragraphes 2 et 3.

CHAPITRE X. — Dispositions pénales

Art. 78. § 1^{er}. Est punis d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 euros ou d'une de ces sanctions :

1° celui qui s'attribue publiquement et sans titre la qualification de réviseur d'entreprises, ou qui contrevient à l'article 11;

2° celui qui exerce l'activité professionnelle de réviseur d'entreprises ou porte ce titre alors qu'il fait l'objet d'une mesure de suspension exécutoire.

§ 2. Le tribunal peut en outre ordonner :

1° la fermeture définitive ou provisoire de tout ou partie des locaux utilisés par celui qui s'est rendu coupable d'une ou plusieurs infractions susvisées;

2° la publication du jugement ou d'un résumé de celui-ci dans un ou plusieurs quotidiens ou par un quelconque autre biais, aux frais du condamné.

Art. 79. § 1^{er}. L'article 458 du Code pénal s'applique aux réviseurs d'entreprises, aux stagiaires et aux personnes dont ils répondent. Aux exceptions à l'obligation du secret prévues à cet article s'ajoutent :

a) la communication d'attestations ou de confirmations opérée avec l'accord écrit de l'entreprise auprès de laquelle ils exercent leur fonction;

b) la communication d'attestations ou de confirmations adressée à un commissaire ou à une personne exerçant dans une entreprise de droit étranger une fonction similaire à celle de commissaire, dans le cadre du contrôle des comptes annuels ou des comptes consolidés d'une entreprise dont ils sont chargés;

c) la consultation par un réviseur d'entreprises, dans le cadre de la succession dans une mission révisoriale, des documents de travail d'un réviseur d'entreprises qui exerçait la même mission révisoriale au préalable;

d) le contact d'un réviseur d'entreprises avec un autre réviseur d'entreprises, lorsque le premier est amené à mettre en cause le travail ou l'attestation du second, sauf en cas d'opposition de la personne qui a confié la mission au premier réviseur d'entreprises;

e) le contact entre un réviseur d'entreprises et l'Institut, ses organes et en particulier les organes chargés de l'organisation de la surveillance et du contrôle de qualité.

§ 2. Het Instituut, de Minister die bevoegd is voor Economie, de Procureur-generaal, de Kamer van verwijzing en instaatstelling, de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris en de tuchtinstaties werken samen wanneer dat nodig is voor de vervulling van hun respectieve taken. Deze autoriteiten verlenen onderling assistentie. Meer in het bijzonder wisselen zij informatie uit en werken ze samen bij onderzoeken die op de uitvoering van wettelijke controles van jaarrekeningen betrekking hebben.

§ 3. Het Instituut, de Minister die bevoegd is voor Economie, de Procureur-generaal, de Kamer van verwijzing en instaatstelling, de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, het Advies- en controlecomité op de onafhankelijkheid van de commissaris en de tuchtinstaties werken samen met de bevoegde autoriteiten van de Lidstaten van de Europese Unie wanneer dat nodig is voor de vervulling van hun respectieve taken. Deze autoriteiten verlenen onderling assistentie. Meer in het bijzonder wisselen zij informatie uit en werken ze samen bij onderzoeken die op de uitvoering van wettelijke controles van jaarrekeningen betrekking hebben.

Hetzelfde geldt ten aanzien van de bevoegde autoriteiten van een derde land in geval van een internationaal akkoord mits dit een clausule van wederkerigheid bevat.

§ 4. De Koning kan de modaliteiten bepalen inzake de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en de samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten bedoeld in paragrafen 2 en 3.

HOOFDSTUK X. — Strafbepalingen

Art. 78. § 1. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een geldboete van 200 tot 2.000 euro of met één van die straffen alleen wordt gestraft :

1° hij die zich publiekelijk en onrechtmatig de hoedanigheid toeëigent van bedrijfsrevisor of die artikel 11 overtreedt;

2° hij die de beroepswerkzaamheid van bedrijfsrevisor uitoefent of deze titel voert terwijl hij het voorwerp is van een uitvoerbare schorsingsmaatregel.

§ 2. De rechtbank kan bovendien bevelen :

1° de definitieve of tijdelijke sluiting van een deel van de lokalen of van alle lokalen die worden gebruikt door degene die zich schuldig maakt aan één of meer van de hierboven bedoelde overtredingen;

2° de bekendmaking van het vonnis of van een samenvatting ervan in één of meer dagbladen, of op enige andere wijze, op kosten van de veroordeelde.

Art. 79. § 1. Artikel 458 van het Strafwetboek is van toepassing op de bedrijfsrevisoren, de stagiairs en de personen voor wie ze instaan. Buiten de uitzonderingen op de geheimhoudingsplicht waarin dit artikel voorziet, geldt deze plicht tevens niet voor :

a) de mededeling van een attest of van een bevestiging verricht met de schriftelijke toestemming van de onderneming waarbij zij hun taak uitoefenen;

b) de mededeling van een attest of van een bevestiging gericht tot een commissaris of een persoon die in een onderneming naar buitenlands recht een gelijkaardige taak uitoefent als deze van commissaris, binnen het kader van de hun toevertrouwde controle over de jaarrekening of de geconsolideerde jaarrekening van een onderneming;

c) de raadpleging door een bedrijfsrevisor in het kader van een opvolging in een revisorale opdracht, van de werkdocumenten van een bedrijfsrevisor die voorafgaandelijk dezelfde revisorale opdracht uitoefende;

d) het contact van een bedrijfsrevisor met een andere bedrijfsrevisor wanneer de eerste ertoe gebracht wordt om het werk of de attestering van de tweede in het gedrang te brengen behalve in geval van verzet van de persoon die de opdracht heeft toevertrouwd aan de eerste bedrijfsrevisor;

e) het contact tussen de bedrijfsrevisor en het Instituut, zijn organen en in het bijzonder de organen belast met het organiseren van het toezicht en de kwaliteitscontrole.

§ 2. Lorsqu'une personne morale établit des comptes consolidés, le commissaire de la personne morale consolidante et les commissaires des personnes morales consolidées sont, les uns à l'égard des autres, libérés du secret professionnel, dans le cadre du contrôle des comptes consolidés d'une entreprise dont ils sont chargés. Cette disposition s'applique également à l'égard d'une personne exerçant dans une personne morale de droit d'un pays de l'Union européenne une fonction similaire à celle de commissaire. Au sens du présent alinéa, est assimilé au commissaire, le réviseur d'entreprises qui, sans exercer un mandat de commissaire, est chargé du contrôle des comptes consolidés.

Art. 80. Les personnes morales sont civilement responsables du paiement des amendes auxquelles leurs organes et préposés sont condamnés en vertu du présent chapitre.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 30 avril 2007 portant coordination de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises et de l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

Table des matières

CHAPITRE I ^{er} . Dénomination - Objet
CHAPITRE II. Des réviseurs d'entreprises, de leur inscription dans le registre public de l'Institut et de la protection de leur titre
CHAPITRE III. Des droits et obligations des réviseurs d'entreprises
CHAPITRE IV. Gestion et fonctionnement de l'Institut
CHAPITRE V. Du stage du réviseur d'entreprises
CHAPITRE VI. Du rôle de l'Institut dans l'exercice de la fonction du réviseur d'entreprises
Section 1 ^{re} . Normes et recommandations
Section 2. Formation permanente
Section 3. Surveillance et contrôle de qualité
Section 4. Secret professionnel de l'Institut
Section 5. Injonction
Section 6. Rappel à l'ordre
Section 7. Mesure d'ordre provisoire
Section 8. Transmission d'informations relatives aux procédures et sanctions et consultation du Conseil par des autorités
CHAPITRE VII. Supervision publique
CHAPITRE VIII. De la discipline professionnelle
Section 1 ^{re} . De la Chambre de renvoi et de mise en état
Sous-section 1 ^{re} . Composition et financement
Sous-section 2. Compétences
Section 2. Instruction et mise en état
Section 3. Les instances disciplinaires
Sous-section 1 ^{er} . La Commission de discipline
Sous-section 2. La Commission d'appel
Sous-section 3. Dispositions communes aux instances disciplinaires
Sous-section 4. Sanctions disciplinaires
Section 4. De la discipline des stagiaires
CHAPITRE IX. Coopération nationale et internationale
CHAPITRE X. Dispositions pénales

§ 2. Wanneer een rechtspersoon een geconsolideerde jaarrekening opstelt, zijn de commissaris van de consoliderende rechtspersoon en de commissarissen van de geconsolideerde rechtspersonen, de ene ten opzichte van de andere, bevrijd van het beroepsgeheim, binnen het kader van de hun toevertrouwde controle over de geconsolideerde jaarrekening van een onderneming. Deze bepaling is eveneens van toepassing ten opzichte van een persoon die in een rechtspersoon naar het recht van een land van de Europese Unie, een gelijkaardige taak uitoefent als deze van commissaris. In de zin van huidig lid wordt met de commissaris gelijkgesteld de bedrijfsrevisor die, zonder het mandaat van commissaris uit te oefenen, belast is met de controle over de geconsolideerde jaarrekening.

Art. 80. Rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor het betalen van de geldboeten waartoe hun organen of aangestelden krachtens dit hoofdstuk veroordeeld zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 30 april 2007 houdende coördinatie van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor en van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

Inhoudsopgave

HOOFDSTUK I. Benaming - doel
HOOFDSTUK II. De bedrijfsrevisoren, hun inschrijving in het openbaar register van het Instituut en de bescherming van hun titel
HOOFDSTUK III. De rechten en plichten van de bedrijfsrevisoren
HOOFDSTUK IV. Beheer en werking van het Instituut
HOOFDSTUK V. De stage van de bedrijfsrevisor
HOOFDSTUK VI. De rol van het Instituut in de uitoefening van de taak van bedrijfsrevisor
Afdeling 1. Normen en aanbevelingen
Afdeling 2. Permanente vorming
Afdeling 3. Toezicht en kwaliteitscontrole
Afdeling 4. Beroepsgeheim van het Instituut
Afdeling 5. Injunctie
Afdeling 6. Terechtwijzing
Afdeling 7. Voorlopige ordemaatregel
Afdeling 8. Informatieverstrekking inzake procedures en sancties en raadpleging van de Raad door overheden
HOOFDSTUK VII. Publiek toezicht
HOOFDSTUK VIII. Beroepstucht
Afdeling 1. Kamer van Verwijzing en instaatstelling
Onderafdeling 1. Samenstelling en financiering
Onderafdeling 2. Bevoegdheden
Afdeling 2. Vooronderzoek en instaatstelling
Afdeling 3. De tuchtinstanties
Onderafdeling 1. De Tuchtcommissie
Onderafdeling 2. De Commissie van Beroep
Onderafdeling 3. Gemeenschappelijke bepalingen
Onderafdeling 4. Tucht sancties
Afdeling 4. Beroepstucht betreffende stagiairs
HOOFDSTUK IX. Nationale en internationale samenwerking
HOOFDSTUK X. Strafbepalingen

Table de concordance

Loi coordonnée	La loi du 22 juillet 1953 telle que modifiée par la loi du 10 juillet 1956, par la loi du 21 février 1985 et par la loi du 23 décembre 2005	Arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil
CHAPITRE 1 ^{er} . — Dénomination-objet		
Art. 1 ^{er}	Art. 1 ^{er}	
Art. 2		Art. 2
Art. 3	Art. 2	
Chapitre II. — Des réviseurs d'entreprises, de leur inscription dans le registre public de l'Institut et de la protection de leur titre		
Art. 4	Art. 3	
Art. 5	Art. 4	Art. 13
Art. 6	Art. 4bis	
Art. 7	Art. 4ter	
Art. 8	Art. 4quater	
Art. 9	Art. 5	
Art. 10	Art. 6	
Art. 11	Art. 6 et 7	
Chapitre III. — Des droits et obligations des réviseurs d'entreprises		
Art. 12		Art. 21
Art. 13		Art. 23
Art. 14	Art. 8	
Art. 15		Art. 25
Art. 16		Art. 26
Art. 17	Art. 9bis	
Chapitre IV. — Gestion et fonctionnement de l'Institut		
Art. 18	Art. 10	
Art. 19	Art. 11	
Art. 20	Art. 12	
Art. 21	Art. 13	
Art. 22	Art. 14	
Art. 23	Art. 15	
Art. 24	Art. 24	
Art. 25	Art. 25	
Art. 26	Art. 26	
Chapitre V. — Du stage du réviseur d'entreprises		
Art. 27	Art. 16	
Art. 28	Art. 17	
Art. 29	Art. 18	
Chapitre VI. — Du rôle de l'Institut dans l'exercice de la fonction du réviseur d'entreprises		
Section 1 ^{re} . — Normes et recommandations		

Loi coordonnée	La loi du 22 juillet 1953 telle que modifiée par la loi du 10 juillet 1956, par la loi du 21 février 1985 et par la loi du 23 décembre 2005	Arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil
Art. 30	Art. 18bis	
Section 2. — Formation permanente		
Art. 31	Art. 18ter	
Section 3. — Surveillance et contrôle de qualité		
Art. 32	Art. 18ter	
Art. 33		Art. 49
Art. 34		Art. 50
Section 4. — Secret professionnel de l'Institut		
Art. 35		Art. 52
Section 5. — Injonction		
Art. 36	Art. 18quater	
Section 6. — Rappel à l'ordre		
Art. 37		Art. 56
Section 7. — Mesure d'ordre provisoire		
Art. 38		Art. 58
Art. 39		Art. 59
Art. 40		Art. 60
Section 8. — Transmission d'informations relatives aux procédures et sanctions et consultation du Conseil par des autorités		
Art. 41	Art. 18quinquies	
Art. 42		Art. 63
Chapitre VII. — Supervision publique		
Art. 43		Art. 65
Chapitre VIII. — De la discipline professionnelle		
Section 1 ^{re} . — De la Chambre de renvoi et de mise en état		
Sous-section 1 ^{re} . — Composition et financement		
Art. 44		Art. 67
Art. 45		Art. 67
Sous-section 2. — Compétences		
Art. 46		Art. 67
Art. 47		Art. 67
Art. 48		Art. 67
Art. 49		Art. 67
Art. 50		Art. 67
Art. 51		Art. 67
Section 3. — Instruction et mise en état		
Art. 52		Art. 68

Loi coordonnée	La loi du 22 juillet 1953 telle que modifiée par la loi du 10 juillet 1956, par la loi du 21 février 1985 et par la loi du 23 décembre 2005	Arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les Directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la Directive 84/253/CEE du Conseil
Art. 53		Art. 68
Art. 54		Art. 68
Art. 55		Art. 68
Art. 56		Art. 68
Art. 57		Art. 68
Section 3. — Les instances disciplinaires		
Sous-section 1 ^{re} . — La Commission de discipline		
Art. 58	Art. 19	
Art. 59	Art. 20, § 2	
Art. 60	Art. 20, §§ 3 et 5	
Art. 61	Art. 20, § 4	
Art. 62	Art. 20bis	
Sous-section 2. — La Commission d'appel		
Art. 63	Art. 21, § 1 ^{er}	
Art. 64	Art. 21, §§ 2 à 4 Art. 22	
Art. 65	Art. 21, § 5	
Art. 66		Art. 80
Art. 67		Art. 82
Art. 68	Art. 23	
Sous-section 3. — Dispositions communes aux instances disciplinaires		
Art. 69		Art. 85
Art. 70		Art. 86
Art. 71		Art. 87
Sous-section 4. — Sanctions disciplinaires		
Art. 72	Art. 19bis	
Art. 73	Art. 20, § 1 ^{er}	
Art. 74		Art. 91
Art. 75		Art. 92
Section 4. — De la discipline des stagiaires		
Art. 76		Art. 94
Chapitre IX. Coopération nationale et internationale		
Art. 77		Art. 96
Chapitre X. — Dispositions pénales		
Art. 78	Art. 27	
Art. 79	Art. 27	Art. 100
Art. 80	Art. 27	

Concordantietabel

Gecoördineerde wet	Wet van 22 juli 1953 zoals gewijzigd bij de wet van 10 juli 1956, bij de wet van 21 februari 1985 en bij de wet van 23 december 2005	Koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad
Hoofdstuk I. — Benaming - doel		
Art. 1	Art. 1	
Art. 2		Art. 2
Art. 3	Art. 2	
Hoofdstuk II. — De bedrijfsrevisoren, hun inschrijving in het openbaar register van het Instituut en de bescherming van hun titel		
Art. 4	Art. 3	
Art. 5	Art. 4	Art. 13
Art. 6	Art. 4bis	
Art. 7	Art. 4ter	
Art. 8	Art. 4quater	
Art. 9	Art. 5	
Art. 10	Art. 6	
Art. 11	Art. 6 en 7	
Hoofdstuk III. — De rechten en plichten van de bedrijfsrevisoren		
Art. 12		Art. 21
Art. 13		Art. 23
Art. 14	Art. 8	
Art. 15		Art. 25
Art. 16		Art. 26
Art. 17	Art. 9bis	
Hoofdstuk IV. — Beheer en werking van het Instituut		
Art. 18	Art. 10	
Art. 19	Art. 11	
Art. 20	Art. 12	
Art. 21	Art. 13	
Art. 22	Art. 14	
Art. 23	Art. 15	
Art. 24	Art. 24	
Art. 25	Art. 25	
Art. 26	Art. 26	
Hoofdstuk V. — De stage van de bedrijfsrevisor		
Art. 27	Art. 16	
Art. 28	Art. 17	
Art. 29	Art. 18	
Hoofdstuk VI. — De rol van het Instituut in de uitoefening van de taak van bedrijfsrevisor		
Afdeling 1. — Normen en aanbevelingen		

Gecoördineerde wet	Wet van 22 juli 1953 zoals gewijzigd bij de wet van 10 juli 1956, bij de wet van 21 februari 1985 en bij de wet van 23 december 2005	Koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad
Art. 30	Art. 18bis	
<i>Afdeling 2. — Permanente vorming</i>		
Art. 31	Art. 18ter	
<i>Afdeling 3. — Toezicht en kwaliteitscontrole</i>		
Art. 32	Art. 18ter	
Art. 33		Art. 49
Art. 34		Art. 50
<i>Afdeling 4. — Beroepsgeheim van het Instituut</i>		
Art. 35		Art. 52
<i>Afdeling 5. — Injunctie</i>		
Art. 36	Art. 18quater	
<i>Afdeling 6. — Terechtwijzing</i>		
Art. 37		Art. 56
<i>Afdeling 7. — Voorlopige ordemaatregelen</i>		
Art. 38		Art. 58
Art. 39		Art. 59
Art. 40		Art. 60
<i>Afdeling 8. — Informatieverstrekking inzake procedures en sancties en raadpleging van de Raad door overheden</i>		
Art. 41	Art. 18quinquies	
Art. 42		Art. 63
Hoofdstuk VII. — Publiek toezicht		
Art. 43		Art. 65
Hoofdstuk VIII. — Beroepstucht		
<i>Afdeling 1. — Kamer van verwijzing en instaatstelling</i>		
<i>Onderafdeling 1. — Samenstelling en financiering</i>		
Art. 44		Art. 67
Art. 45		Art. 67
<i>Onderafdeling 2. — Bevoegdheden</i>		
Art. 46		Art. 67
Art. 47		Art. 67
Art. 48		Art. 67
Art. 49		Art. 67
Art. 50		Art. 67
Art. 51		Art. 67
<i>Afdeling 2. — Vooronderzoek en instaatstelling</i>		
Art. 52		Art. 68
Art. 53		Art. 68

Gecoördineerde wet	Wet van 22 juli 1953 zoals gewijzigd bij de wet van 10 juli 1956, bij de wet van 21 februari 1985 en bij de wet van 23 december 2005	Koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad
Art. 54		Art. 68
Art. 55		Art. 68
Art. 56		Art. 68
Art. 57		Art. 68
Afdeling 3. — De tuchtinstanties		
Onderafdeling 1. — De Tuchtcommissie		
Art. 58	Art. 19	
Art. 59	Art. 20, § 2	
Art. 60	Art. 20, §§ 3 en 5	
Art. 61	Art. 20, § 4	
Art. 62	Art. 20bis	
Onderafdeling 2. — De Commissie van Beroep		
Art. 63	Art. 21, § 1	
Art. 64	Art. 21, §§ 2 tot 4 Art. 22	
Art. 65	Art. 21, § 5	
Art. 66		Art. 80
Art. 67		Art. 82
Art. 68	Art. 23	
Onderafdeling 3. — Gemeenschappelijke bepalingen		
Art. 69		Art. 85
Art. 70		Art. 86
Art. 71		Art. 87
Onderafdeling 4. — Tucht sancties		
Art. 72	Art. 19bis	
Art. 73	Art. 20, § 1	
Art. 74		Art. 91
Art. 75		Art. 92
Afdeling 4. — Beroepstucht betreffende stagiairs		
Art. 76		Art. 94
Hoofdstuk IX. — Nationale en internationale samenwerking		
Art. 77		Art. 96
Hoofdstuk X. — Strafbepalingen		
Art. 78	Art. 27	
Art. 79	Art. 27	Art. 100
Art. 80	Art. 27	